

EPIGRAPHE

« *Quelle que soit l'ampleur de la trame mensongère que peut présenter le menteur expérimenté, elle ne parviendra jamais, même avec le concours des ordinateurs à recourir la texture entière du réel* ».

(H. ARENDT, *Du mensonge à la violence*, Paris, 1972, p. 16)

**A mon cher père MPWATE Calvin,
à ma chère défunte mère LUZOLO Marie
et à ma défunte grand-mère BIBI Agnès.**

REMERCIEMENTS

Nous bénissons avant tout, Dieu le Père Tout-Puissant, pour ses innombrables grâces dont nous ne cessons d'être bénéficiaires. Dans ce même esprit, nous adressons nos remerciements à la Bienheureuse Vierge Marie et au Saint Jean de la Croix pour leurs constantes intercessions.

Nos grands remerciements vont au Professeur Ordinaire Frédéric Adelbert Kinkani notre directeur qui, en depuiss de ces multiples charges familiales et scientifiques, a bien voulu diriger notre mémoire.

Nos gratitude vont à l'endroit du Révérend Père Pakhaf Marie Fidèle de la Sainte Face, prieur Archimandrite et chapelain Magistral de l'Ordre du Carmel du Désert pour sa sollicitude paternelle. Nous remercions aussi le Frère Tutu Alphonse, chanoine de l'Ordre des Carmes du Désert de Jésus.

Il nous serait d'une ingratitudo nootore de taire les efforts que nos aînés et frères de l'Ordre des Carmes du Désert de Jésus (ocdj) ont fourni pour notre existence comme membre de l'Ocdj : Balima Mbo John, Bifani Malins Hilaire, (mon collègue et ami de lutte), Mbombo Bienvenu, Nkanku Bertrand, Kabeya Théodore, Masusu Grâce, Makekula Jean, Kanda Martin, Mosengo Alain, Kataka Adeodat, Nshwo Antoine et Nyawanga Moïse pour nous avoir aidé à grandir dans la vie spirituelle, monastique et intellectuelle.

Il serait ingrat de taire les efforts et les conseils gratuits de tous les prêtres qui nous ont aidés dans cette phénoménologie philosophique ; nous citons les pères Lesambo Carlos Jésus crucifié ocdj, KwaminaTrésor curé de la paroisse Saint Félix, Emmanuel vicaire de la paroisse Saint Clément et les Révérends Abbés Konde mon directeur spirituel, Wemalowa Louis curé de la paroisse Divin Rédempteur d'Olela, et Bienvenu Kosta pour leurs soutiens, moraux et spirituels.

Nous pensons également à nos frères et sœurs qui nous ont témoigné leur bienveillance : Bibi Agnès décédée quelques jours avant l'événement dit collation des grades, ma petite soeur Persona Confiance, mes parents biologiques, aux membres de ma famille élargie et aux connaissances : Bidilu Bilarme, Mpwate Miradi, Mbarinda Mardoché, Dilu Siméon, Dilu Princilia, Dilu Eden, Dilu Ebrahim, Kimpaka Eriche, Kimpaka Thérèse, Mpwate Glodi, Bidilu Augustin, Leyisa Carlos, Kosta Gabriel, Kosta

François-Xavier, Kosta Carine, Kosta Sylvie, Lanko Hubert, Lanko Falone, Muke Bonheur, Kimpaka Rechinelle, Mbarinda Doufin, Mbarinda Clarisse, Urcille, Jacque, Talambote Belotti, Talambote Olga, Talambote Mbuiyi, Anny, Luwa Liliane, Lukutu Emmanuel, Lukutu Anicet, Kenda Gorreti, Simanzono Fabiola, Kawanga Marie Nicole, Mukasa Irène, Manuella Bénédicte, Intuku Adoline, Bilo Gardien, Kikwele Robert, Bifani Anaïse, Nkusu Merdie, Ekembe Glodi, Fatuma Parvie, Giboba Jean, Ngoma Jean, Okako Pauline, Mafuta Robert, Kafuti Trésor, Matshsima Léonard Mayongo Jordel, Makuba Bonheur, Ayimbisi Fabrice, Dilu Joachim, Tubaki Samuel, Kolokolo Rachidi, etc.

Nous sommes très reconnaissants à la famille Bampeta Richard et Marie Ange, notre famille d'accueille et toute la grande famille jeunes au soleil pour leurs soutiens morals, physiques, voire financiers.

Enfin, nos remerciements vont également à tous nos amis et collègues de Omnia Omnibus (saint kaggwa), notre Alma mater, ce beau cadre qui nous a réuni durant ces années de durs labeurs dont : Katunda Emmanuel, Motuta Yanick, Lola Kazadi, Fangieme Joseph, Lundi Innocent, Akilimani Pascal, Mbongo Elohim Mpiana Albert, Kasonga Gérard, Massa Rodin, Mobatila Josué, Imo Odilon, Musu Samuel, Yoba Martin, Kasimpa Christian, Lankoso Eddy, Kabesele Bruno, Idiakam David, Bifani Malins Hilaire(mon confrère et collègue de lutte) etc.

Yves Mpwate Marie du Cénacle

INTRODUCTION GENERALE

0.1. Problematique

On conviendra de souligner au plus haut point que la question de la conscience éthique se veut imperative et se situe au cœur même de la politique telle qu'elle a été conçue par Hannah Arendt. Cette auteure exhorte les acteurs politiques à créer et à développer la conscience politique dans l'objectif de bien gouverner le peuple dont ils ont réçu la charge. Cette nécessité s'impose comme un idéal du fait l'homme reste un être social et qu'il ne peut trouver son plein épanouissement que dans une vie avec les autres ; laquelle vie est dictée par les règles éthiques et politiques à la commande des acteurs politiques qui devront les respecter et leur faire appliquer légalement à la population.

Cependant, lorsque nous promenons un regard sur la question politique dans différents pays à travers le monde, la réalité reste inquiétante. Dans la plupart des pays africains par exemple, les antivaleurs telles que le mensonge et la violence sont devenues monnaie courante. Cette attitude pousse à la chosification et à la déshumanisation de l'homme par un autre homme, à la domination et à la mort violente et rapide des humains, comme c'est le cas dans notre pays la R.D. Congo. On comprend alors que la politique apparaît comme un chapelet de puissances dont chaque homme politique s'attribue la vocation maladroite de manipuler, de tromper en vue de ses intérêts personnels, et/ou la dignité humaine est sans cesse foulée aux pieds à tous les niveaux.

De cette façon, à cause des intérêts mesquins, la plupart d'acteurs politiques marchent sur les valeurs morales en faveur des antivaleurs. Ainsi, pour avoir une bonne politique, il suffit à l'homme politique d'avoir une conscience éthique afin d'accéder à une politique saine. C'est dans ce nœud vital de notre destinée que la pensée d'Hannah Arendt rejoint celle de notre temps.

C'est pourquoi, la gestion de la Cité a comme finalité l'instauration d'une notion ordonnée, stable, démocrate et juste. Ainsi, une question mérite d'être posée pour saisir l'importance que renferme la conscience éthique d'Hannah Arendt : par quelles dispositions correctives améliorées l'exercice du pouvoir ? Telle est la question qui va nous préoccuper tout au long de notre travail.

0.2. Hypothese

En guise de réponse à cette question, nous pensons qu'il serait nécessaire de développer l'exercice sain de la politique et la bonne moralité. Et la population devrait éviter la naïveté et la complicité face aux actions politiciennes. Pour les acteurs politiques, il est recommandé d'avoir un programme de campagne cohérent dès le départ et afin d'éviter le recours au mensonge, qui les amène maladroitement à la mauvaise politique.

0.3. Objet

Notre travail va se baser sur la notion du mensonge et de la violence en politique telle que pensée par notre auteure dans son ouvrage *Du mensonge à la violence*. Il sera ici question de décanter les problèmes qui arrivent en mettant au centre une politique sans conscience et morale (sans vision) mais qui se base sur la démagogie politique.

0.4. Interet

L'intérêt de ce travail est double. D'un côté, nous allons poser les jalons sur la politique mensongère congolaise et cela se laisse sentir par leurs discours sans œuvres. De l'autre côté, il faut une reprise conscientieuse des autorités pour être vigilantes et responsables sans user le mensonge et la violence. La vigilance et la responsabilité de la population face à la politique sans morale demeure très capitale.

0.5. Methode

Pour atteindre notre objectif, dans cette investigation, nous userons de la méthode herméneutique qui permettra de scruter les tréfonds de la pensée politique de Hannah Arendt en se concentrant sur l'interprétation honnête des textes en vue de la meilleure compréhension.

0.6. Subdivision

Notre investigation s'articule autour de trois chapitres :

- ❖ Le premier chapitre analyse les problèmes du mensonge et de la violence en politique.
- ❖ Le deuxième chapitre est consacré à la question de la conscience éthique dans l'exercice sain du pouvoir politique.
- ❖ Le troisième et dernier chapitre se penche sur l'incidence que peut avoir la conception politique de H. Arendt sur l'exercice du pouvoir en RDC.

CHAPITRE PREMIER

LES PROBLÈMES DU MENSONGE ET DE LA VIOLENCE EN POLITIQUE

1.0. Introduction au chapitre premier

Le présent chapitre traite des problèmes du mensonge et de la violence en politique qui paraît être le ressort de toute la vie humaine. Pour atteindre cet objectif, sans prétention de vouloir épuiser tous les aspects de ces concepts, nous essayerons de nous axer sur cinq points. Ainsi, le premier parlera du mensonge en politique. Le deuxième abordera la violence et le pouvoir. Le troisième traitera l'analyse critique de la violence, le quatrième se basera sur la désobéissance civile comme moyen de résistance et enfin le cinquième s'articulera sur le parallélisme entre la désobéissance et la déléquence.

1.1. Le mensonge en politique

L'on ne mettra pas en doute fait que le concept "mensonge" n'est pas nouveau, et il est connu de tous. C'est ainsi que, le dictionnaire philosophique d'André Sponville définit le mensonge comme « *L'intention de tromper, ce qu'on sait être faux* ».¹ Ou dire le contraire de ce que l'on réfléchit dans l'intention de travestir la vérité. Selon l'Encyclopédie philosophique universelle, « *Le mensonge est une affirmation contraire à la vérité, avec intention de tromper* ».² Donc, un menteur, c'est toute personne qui pense de quelque chose en son esprit et dit autre chose dans ses discours ou paroles. En effet, en s'inscrivant dans la tradition politique, Hannah Arendt affirme que « *Le mensonge a toujours été considéré comme un moyen parfaitement justifié dans les affaires politiques* »³. Cela signifie qu'il est souvent perçu comme une condition sine qua non dans ce domaine.

Cependant, la réflexion politique contemporaine tend à refuser de prêter attention à la véritable nature de l'action, déformant ainsi ce qui pourrait être considéré comme un fait vérifique. C'est pourquoi H.Arendt soutient que « *La capacité de mentir et la capacité de modifier les faits sont intimement liées ; elles procèdent l'une et l'autre de la même source : l'imagination* »⁴. Autrement dit, l'être humain a la faculté de concevoir des images ou des réalités qu'il n'a jamais vues. Le

¹ A. SPONVILLE, *Dictionnaire philosophique*, Paris, p. 574.

² *Encyclopédie universelle M-Z*, tome 2, Paris, 1990, p. 1594.

³ *Ib.*, 1972, p. 9.

⁴ H. ARENDT, *O. c.*, p. 9.

menteur, par conséquent, est capable d'appréhender ces distorsions à la fois par le raisonnement et par l'intuition.

Toutefois, le philosophe E. Kant dit non à toute justification possible du mensonge. Il écrit en 1797 un opuscule sur un prétendu droit de mentir bien l'humanité, et il affirme que le mensonge est conçu « *Comme transgression du devoir de véracité* ».⁵ Autrement dit, il stipule que le mensonge est condamnable et a des effets négatifs. Sur ce, dans son ouvrage : *Le règne du mensonge politique en RD. Congo*, Fweley appuie cette réflexion et pense positivement que les gens qui mentent utilisent des méthodes qui consistent à dire clairement et réellement de ce que l'on veut écouter.

Par contre, la réalité qu'on ne peut pas toujours mettre en public, vient révéler au grand jour la vérité. Malgré la réussite du mensonge, il ne parviendrait jamais à effacer la vérité. Cependant, les mensonges sont utilisés par les politiciens pour manipuler l'opinion publique et justifier des actions, qui autrement ne seraient pas acceptées. Certes, c'est par le mensonge que la violence peut être justifiée. En d'autres termes, le menteur possède un pouvoir intrinsèque qui lui permet d'adapter son discours aux besoins et aux attentes des masses. C'est pourquoi les individus imprégnés de mensonge utilisent des techniques visant à dire précisément ce que l'on souhaite entendre tout en répondant aux idées préconçues que le peuple se fait d'un politicien. Au fait, la sincérité, bien que parfois dissimulée, finit toujours par révéler la vérité au grand jour. Quelles que soient les victoires apparentes du mensonge, il ne pourra jamais effacer la réalité.

À en croire Hannah Arendt, « *Le mensonge produit des résultats contraires au but recherché* »⁶. Il importe de souligner que, selon notre auteure, l'outil le plus nécessaire utilisé par les autorités politiques pour dominer la population est le mensonge. Car, pour elle, le phénomène « mensonge » en politique est un non-événement mais plutôt une caractéristique inhérente à la politique elle-même. Donc, la philosophe pense que pour atteindre leurs fins, les dirigeants font souvent recours à des mensonges et à des illusions pour mettre en péril la perception de la réalité par le peuple, et ces mensonges peuvent prendre beaucoup de formes en allant de la distorsion des faits à la fabrication pure et simple d'événements et scénarios. Voilà

⁵ *Encyclopédie universelle, M-Z*, tome 2, p. 1594.

⁶ H. ARENDT, *O. c.*, p. 11.

pourquoi, une fois que la population adhère aux mensonges comme une évidence, il devient le plus facile pour les gouvernants de justifier des actions qui, en temps normal seraient vues comme inacceptables. A titre illustratif, un politicien pourrait mentir sur la menace posée par un autre pays en donnant de points de vues faux sur une guerre ou une distorsion des faits sur une crise économique afin de justifier des coups budgétaires drastiques.

Sur ce, « *quelle que soit l'ampleur de la trame mensongère que peut présenter le menteur expérimenté, elle ne parviendra jamais même avec le concours des ordinateurs à recourir la texture entière du réel* ».⁷ C'est-à-dire, le mensonge expérimenté n'arrivera pas à une vérité car, si la vérité est remplacée par le mensonge, les actes violents peuvent être accueillis comme possibilités pour faire face à la fausse réalité créée par le mensonge. C'est ainsi que l'auteure nous met en garde contre le mensonge en politique. Sur ce, elle nous exhorte à rester vigilants face aux instrumentalisations de la vérité et à poser des questions liées aux récits que nous proposent les autorités politiques: « *Nous sommes libres de changer le monde et d'y introduire de la nouveauté* »⁸. En claire, par notre résistance, nous pouvons apporter un plus ou un changement dans la gestion d'une Polis vertueuse. En vrai dire, pour H. Arendt, le mensonge est le facteur du pouvoir, et le comprendre comment il est utilisé est la première étape pour contrer son potentiel destructeur.

Autrement dit, cette contradiction devient manifeste lorsque la masse à laquelle le mensonge était destiné se retrouve incapable de distinguer la frontière entre vérité et mensonge, aussi étant donné que la politique est érigée en art, elle adopte de nombreuses formes. Parmi celles-ci, deux catégories se rapprochent particulièrement de l'art du mensonge : d'un côté, les spécialistes de la résolution des problèmes, et de l'autre côté, les experts en relations publiques. Ces derniers maîtrisent l'art de manipuler les perceptions pour obtenir l'adhésion des masses, souvent au détriment de la vérité.

1.2. La violence et le pouvoir

Dans sa quête de compréhension des événements, H. Arendt s'engage dans une réflexion profonde sur les faits marquants de la communauté contemporaine et conclut que les guerres et les révolutions définissent le XX^e siècle. Ce siècle, selon

⁷ H. ARENDT, *O. c.*, p. 16.

⁸ *Ib.*, p. 14.

elle, est marqué par le terrorisme, qui en devient l'élément fédérateur. C'est ainsi que, les manifestations de la violence ont atteint un point critique, si bien qu'ils deviennent difficiles d'imaginer une fin à la politisation de cette violence. Cependant, cette violence repose de plus en plus sur des outils technologiques et révolutionnaires, conférant aux armements modernes une importance sans qu'ils précèdent dans les systèmes militaires. Les effets de cette escalade technologique à la fois destructeurs et omniprésents, témoignent de l'ampleur de la domination exercée par la violence. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les grandes puissances occidentales se sont engagées dans une compétition acharnée pour le développement et la possession d'armes toujours plus sophistiquées. Ces armements, loin de n'être que des instruments de défense, sont également perçus comme des garants de la paix mondiale. Pourtant, l'humanité demeure prisonnière des conséquences néfastes de ces avancées technologiques. Les décisions arbitraires qui accompagnent l'usage de ces armes apparaissent indissociables de la violence qu'elles incarnent.

En plus, Hannah Arendt exprime cette inquiétude avec force : « *Un petit nombre d'armes peut, en quelques instants, détruire toutes les sources de la puissance nationale* »⁹. Ces mots soulignent à quel point l'époque actuelle est exposée à des risques incommensurables. D'un côté, la technologie militaire permet de réduire en cendres des nations entières en un clin d'œil. De l'autre côté, elle alimente une rivalité constante entre les grandes puissances, qui se défient mutuellement dans une course effrénée à la suprématie.

Pourtant, ce constat nous invite à réfléchir sur les implications morales et humaines de cette logique de domination armée. Si la technologie offre des outils d'une puissance inouïe, elle soulève également la question de savoir si l'humanité est capable de maîtriser les conséquences destructrices qu'elle engendre ? Le spectre d'un monde effacé en un instant nous rappelle que la violence, lorsqu'elle s'appuie sur des instruments aussi puissants, dépasse les limites du pouvoir humain et met en péril la survie même de l'humanité. Car, dans l'analyse de notre auteure, la violence est d'un côté un symptôme et de l'autre côté, une catalyseure de disfonctionnements politiques. La violence n'est jamais une fin en soi dans la politique, mais elle est souvent utilisée comme guide pour atteindre un objectif. Or,

⁹ H. ARENDT, *O. c.*, p. 112.

celle-ci peut être employée pour asseoir l'autorité, imposer un point de vue ou encore de gérer des problèmes de conflits donc, « *si l'un ou l'autre gagne, c'est la fin des deux* »¹⁰. Cela veut dire que, la violence intervient lorsqu'il y a une mésentente entre deux individus ou deux pays. Par sur croit, lorsque ce pouvoir se dégrade, lorsque le consensus se brise ou que le respect est perdu, la violence peut être utilisée comme facteur pour maintenir ou rétablir le contrôle. Cependant, c'est un signe de faiblesse et non de force car, il dépend de la peur et non du respect.

Par contre, notre auteure s'oppose fermement à l'idée que la violence peut être un moyen efficace de résolution des conflits puisque, « *Nous nous trouvons en présence d'une génération qui n'est en aucune façon certaine d'avoir un avenir* ». Autrement dit, la violence crée un cycle de représailles et de haine qui ne fait qu'exacerber la guerre au lieu de la résoudre. Toutefois, l'usage de la violence a souvent des conséquences imprévues et dommageables, déstabilisant la société et causant de la souffrance à de nombreuses personnes innocentes. De plus, comme l'affirme Hannah Arendt, l'idée de la violence peut être justifiée au nom d'un « *plus grand bien* »

De ce fait, elle soutient que lorsque le mensonge est utilisé pour manipuler l'opinion publique, il peut finalement conduire à la violence. Ceci conduit à dire que selon Hannah Arendt, la violence est un indicateur de la dégradation du pouvoir authentique. C'est-à-dire, dans une Société saine, le pouvoir est équilibré et partagé, basé sur le consentement mutuel et le respect.

1.3. L'analyse critique de la violence

La violence est souvent perçue comme un mal et joue un rôle important dans l'action et l'attitude humaine. Mais, Arendt pense qu'il n'a pas encore existé une étude sérieuse sur ce sujet. Beaucoup de penseurs défendent la violence comme un moyen efficace de gérer les conflits. Voilà pourquoi, notre auteure s'inscrit en faux et critique plusieurs intellectuels ayant prôné la violence comme moyen de résistance. Au fait, tous ceux qui réfléchit sur l'histoire ont presque considéré celle-ci comme un fait marginal. Ainsi, Clausewitz va définir la violence « *La guerre de continuation de la politique par d'autres moyens* »¹¹. En d'autres mots, sans la violence la politique perd son essence. Relayé par Engels, il comprend quant à lui la violence *comme un*

¹⁰ H. ARENDT, *O. c.*, p. 142.

¹¹ *Ib.*, p.112

accélérateur du développement. Pour lui, celle-ci apporte le développement dans un État.

Sur le même ordre d'idées que Fanon, Sartre s'oriente révolutionnairement. En effet, dans la préface du livre *Damnés de la terre* de Fanon, Sartre monte au crâneau en montrant qu'en face du colonialisme européen, l'Africain est obligé de répliquer par la violence. Par contre, il ne s'agit pas ici d'une violence au sens verbal, mais il doit la prouver par l'attitude des actions. En d'autres termes, croire en l'armée comme moyen de libération du continent Africain. Toutefois, d'autres auteurs et intellectuels estiment que, « *La violence n'est rien d'autre que la manifestation la plus évidente du pouvoir* »¹². En sus, s'il faut s'inscrire dans l'histoire, nous comprendrons que les théoriciens sont presque sur le même point de reconnaître la primauté de la violence. Pour WHRIST Mills, estime que toute politique est une lutte pour le pouvoir, or le pouvoir sous la forme ultime, c'est la violence.

Par ce fait, nous comprenons que celui-ci assimile le pouvoir à la violence, ou la violence sous toutes ses formes est considérée comme une activité nécessaire de l'Etat. Sur ce, le sociologue et économiste de l'Allemagne Max Weber voyait l'Etat comme étant. Avec une pareille conception nous voyons l'autorisation de la violence. C'est dans la même lignée que s'était déjà inscrite la conception de la politique de NICOLAS Machiavel, Pour lui, la politique était devenu une discipline positive et très importante. Autrement dit, la sagesse de l'État reste dans le réalisme politique. Car, une politique réaliste qui consiste à agir avec durabilité. C'est dire, si un politicien n'est pas efficace, il n'a pas le droit de demeurer au pouvoir. Et il s'ensuit que toutes les méthodes sont normales pour concevoir le pouvoir. Cette idée conduit à une vision de l'État comme instrument d'oppression entre les mains de la classe dominante.

Cependant selon H. Arendt, l'Etat ne devrait pas se baser sur la violence mais sur le dialogue et la parole, comme le pensait Aristote, qui considérait l'homme comme un être politique, accompli dans la cité par le discours et l'action. De leur tour, H. Arendt et Bertrand de Jouvenel rejettent l'idée que le pouvoir réside dans le simple commandement, comme le pensaient certains théoriciens. Pour eux, le pouvoir véritable repose sur l'autorité et la coopération et non plus sur la violence.

¹² H. ARENDT, *O. c.*, p. 135.

Voilà pourquoi, la politique doit éviter l'usage de la violence, car le pouvoir n'est pas une conquête par la force, mais par la participation collective.

Par ailleurs, H. Arendt souligne avec force que l'usage de la violence a des graves répercussions et n'est jamais une solution durable. Pour la penseuse juive, si l'efficacité du pouvoir demeure dans le commandement alors l'on n'accédera pas au pouvoir par le canon du fusil. Ceci conduit à dire que selon elle, si le commandement prime dans la politique, l'accession au pouvoir ne se fera plus par les moyens violents. Bien plus, pour éviter toutes les confusions, il est important de distinguer le pouvoir et la violence. La distinction ici est que, le pouvoir a toujours besoin de s'appuyer sur la force du nombre ; plus encore, il doit bénéficier d'un large soutien populaire. En plus, avec toutes sortes de violences qu'engendre la société, rien ne garantit un futur meilleur. C'est ainsi qu'Hannah Arendt affirme : « *La violence engendre que la violence, et se sont souvent les innocents qui en sont victimes* »¹³. Autrement dit, la violence crée un cycle de représailles et de haine qui ne fait qu'exacerber le conflit au lieu de le résoudre.

En fait, l'usage de la violence a souvent des conséquences imprévues et dommageables, déstabilisant la société et causant de la souffrance à de nombreuses personnes innocentes. C'est pourquoi, elle soutient que cette logique est dangereusement trompeuse. Car, elle permet de rationaliser toutes sortes d'atrocité. Au lieu de cela, l'auteure plaide pour une approche de la politique basée sur le dialogue, le respect et la compréhension mutuelle. Le dialogue est pour elle la seule possibilité de construire une société stable et pacifique. Aussi, la penseuse juive ajoute que, « *Si la violence pouvait résoudre les conflits sociaux, la vengeance en serait le remède miracle* »¹⁴. Cependant, la violence ne peut être légitime.

Ainsi, la philosophe s'inscrit en faux et critique plusieurs intellectuels ayant parlé de la violence comme moyen de résistance. En effet, tous ceux qui ont axé leur pensée sur l'histoire ont presque considéré la violence comme un événement intéressant. Clausewitz va définir la violence comme « *la guerre de continuation de la politique par d'autre moyens* »¹⁵. Pour bien expliciter, la violence joue un rôle capital dans la politique. Outre, remplacer par Engels, il comprend quant à lui la violence

¹³ H. ARENDT, *O. c.*, p. 200.

¹⁴ *Ib.*, p. 123.

¹⁵ *Ib.*

« *Comme un accélérateur du développement* »¹⁶. En d'autres mots, pour cet auteur la violence apporte le développement dans une nation. Aussi, en poursuivant la droite ligne de Fanon, Sartre prend une orientation révolutionnaire.

En effet, dans la préface de l'ouvrage *Damné de la terre* de Fanon, Sartre parle haut et prouve qu'en face de colonialisme européen, l'africain doit répondre par des actes violents. Par ce fait, il ne s'agit pas ici des actes violents verbalement mais plutôt, il doit les prouver en réagissant par des actes contradictoires. En plus, croire en l'armée comme un moteur pour libérer l'Afrique¹⁷. Cependant, les intellectuels et certains auteurs ont affirmé que « *La violence n'est rien d'autre que la manifestation la plus évidente du pouvoir* »¹⁸.

En outre, les théoriciens sont presque sur le même point de reconnaître la primauté de la violence. C'est ainsi que Whritis Mills estime que toute politique est une lutte pour le pouvoir or, le pouvoir sous la forme ultime, c'est la guerre. Nous comprenons que ce dernier assimile le pouvoir à la violence ou la violence sous toutes ces formes est considérée comme une activité nécessaire du pouvoir. Voilà pourquoi Max weber voit l'Etat comme « *Un rapport de domination de l'homme sur l'homme fondé sur le moyen de la violence légitime* »¹⁹. Avec une telle conception nous voyons la glorification de la violence. C'est dans cette même lignée que s'était déjà inscrit la conception de Nicolas Machiavel. Avec lui, la politique devient une science positive. Cela veut dire que, la sagesse de l'état reste dans le réalisme politique, une politique réaliste qui consiste à agir avec efficacité. Autrement dit, si un gouvernant n'est pas fort il ne peut pas rester au pouvoir. « *Et il pense que tous les moyens sont possibles pour concevoir le pouvoir* »²⁰.

Pourtant, pour H. Arendt, aucun gouvernement ne peut se baser sur l'usage de la violence, surtout dans les régimes totalitaires qui utilisent la torture et la répression pour maintenir leur pouvoir. « *La violence apparaît lorsqu'un pouvoir commence à se perdre* »²¹. Elle dégrade l'autorité et provoque la dissolution du pouvoir. En définitive, Arendt rappelle que « *La violence peut détruire le pouvoir mais*

¹⁶ H. ARENDT, *O. c.*, p. 123.

¹⁷ F. FANON, *Les damnés de la terre*, Paris,1961, p. 20.

¹⁸ H. ARENDT, *Ib.*, p.135.

¹⁹ *Ib.*

²⁰ N. MACHIAVEL, *Le prince*, Paris, 2011, p. 75.

²¹ *Ib.*, p. 154.

elle est incapable de le créer »²². Néanmoins, en adoptant une franche rupture avec les théoriciens, l'auteure remet en cause cette conception. Car, le danger qui se dégage est que l'on considère l'Etat comme un instrument d'oppression entre les mains de la classe dominante. Au contraire, lorsque Aristote définit l'homme comme un animal politique « *Zoon politikon* » il conçoit l'homme comme un être accomplissant sa vocation dans la faculté de la parole et dans la vie de la polis.

En plus, H. Arendt s'inscrit dans l'antiquité grecque et emboitant le pas d'Aristote, la philosophe pense que, de toutes les activités qui existent dans la société humaine, deux seulement passaient pour la politique. « *Parole et l'action* »²³. C'est-à-dire, « *Etre politique, vivre dans la polis cela signifiait que toutes choses se décidaient par la parole et non pas par la force ni par la violence* »²⁴. C'est qui veut dire, chez les peuples de la Grèce, contraindre, diriger, commander, ou poser des actes violents étaient caractérisés comme pré-politique. En allant vers la même idée H. d'Arendt et Bertrand de Jouvenel s'opposent contre ceux qui assimilent la politique à une structure oppressive. Aussi, il pense que les caractéristiques du pouvoir sont « *Commander et être obéit* »²⁵ pour mieux expliciter, le commandement est la condition nécessaire et suffisante pour qu'il y ait le pouvoir. Or, l'essence du pouvoir réside dans le commandement et non la violence comme prônes par les théoriciens. C'est ainsi que le pouvoir fondé sur la violence est nécessairement éphémère. Face à cette violence, la meilleure forme de résistance demeure la désobéissance civile.

1.4. La désobéissance civile comme moyen de résistance

D'entrée de jeu, face aux injustices de toutes sortes, H. Arendt pense que l'humanité a l'obligation de se lever pour reconquérir ses libertés perdues. Refuser une loi, c'est réclamer de nouveaux espaces de liberté car, même dans un État démocratique, rien n'est jamais acquis de manière définitive ; les droits ne sont pas inaltérables. Ce refus peut s'exprimer par la désobéissance civile. Ce mouvement, de plus en plus visible et influent ces dernières décennies, connaît un véritable succès mondial. Qu'il s'agisse d'un refus pacifique des lois ou d'une forme de désobéissance jugée criminelle, il se concrétise en un mouvement populaire. Il est évident que,

²² H. ARENDT, *Du mensonge à la violence*, p. 157.

²³ ID., *Condition de l'homme moderne*, Paris, 1961, p. 62.

²⁴ ID., *Du mensonge à la violence*, p. 64.

²⁵ Ib.

lorsque ce refus est bien argumenté, il peut offrir une solution tangible pour provoquer un changement juridique acceptable et tolérable.

Ainsi, lorsque la majorité (le gouvernement) ne respecte plus la constitution, les citoyens en tant que souverains ont l'obligation de réagir, notamment par des marches pacifiques. Ces citoyens mus par un sens profond de justice voient dans la nécessité de bouleverser le comportement des autorités qui ne respectent pas les lois de la nation. Pour Arendt, la désobéissance civile survient quand les peuples constatent une volonté de mauvaise foi chez leurs dirigeants, qui, fondés sur la démagogie, ignorent les appels du peuple, les rendant inefficaces.

Dès lors, lorsque des régimes fondent leurs lois sur des principes de dictature, de mensonge et de démagogie, menant la nation à la crise, le peuple se voit contraint de rejeter de telles lois. C'est pourquoi le mouvement de masse se constitue comme une forme légitime de « *Contre-pouvoir* » s'opposant ainsi à un chef d'État jugé médiocre par la population. Il est indéniable que des autorités égoïstes prennent des décisions qui ne satisferont jamais les besoins sociaux, alimentant la question du besoin d'un mouvement populaire bien organisé (comme des marches publiques).

Il est crucial de distinguer la délinquance de la désobéissance civile. Cette dernière telle que l'entend Arendt, est un mouvement de masse pacifique. car, pour elle la désobéissance civile doit être une démarche collective et non l'initiative d'un individu isolé : « *La désobéissance civile ne peut se manifester et exister que parmi les nombres d'un groupe* »²⁶. De plus, elle précise que : « *La désobéissance pratiquée par un individu isolé ne saurait avoir de conséquences importantes. Le coupable est alors perçu comme un excentrique, dont l'observation n'intéresse plus que pour sa condamnation. La désobéissance civile réellement significative doit être l'œuvre d'un groupe de personnes unies par un intérêt commun* »²⁷. Autrement dit, la désobéissance civile doit être organisée par un grand nombre de personnes, particulièrement celles qui militent pour l'intérêt général.

Cependant, lorsqu'une telle action n'est pas organisée collectivement, mais résulte d'une initiative isolée d'un citoyen, elle devient une déviation. Par conséquent la personne concernée devra alors en subir les effets, car elle sera perçue comme

²⁶ H. ARENDT, *Du mensonge à la violence*, p. 57.

²⁷ Ib., p. 77.

un ennemi de la constitution. Un exemple typique serait celui d'un individu qui, mécontent des retenues inexplicables sur son salaire, se met à marcher contre la loi qui réglemente le paiement des salaires des agents. Mais en réalité, ce geste est davantage un acte de protestation contre l'injustice ou contre l'autorité que contre une simple infraction administrative. En outre, Arendt pense que face aux injustices, médiocrités, mensonges et violences en politique, la désobéissance civile apparaît comme meilleur remède, « *Il s'avère évident que des campagnes de désobéissance civile bien organisées peuvent avoir une efficacité remarquable pour obtenir les modifications juridiques que l'on peut estimer désirables* »²⁸. C'est-à-dire, une bonne motivation d'un peuple peut changer toute une gouvernance des médiocres. Ainsi, l'auteure, met en exergue la faiblesse du système judiciaire de son temps, en montrant que la désobéissance civile à une visée salutaire. Elle nous invite donc à une obligation vigilante en vue de barrer la route aux discours démagogiques, sans œuvres et flatteurs. Voilà pourquoi la philosophe exhorte le peuple à être courageux, sans peur afin de répliquer aux antivaleurs des politiques.

Autrement dit, la population doit éviter la naïveté et la complicité face aux actions politiciennes. Car, elle encourage une décision de la population pour dire non à la mauvaise politique et à la mauvaise gouvernance mise en place par les autorités égoïstes et dangereuses, elle regrette en ce sens « *D'une des plus graves bizarries que l'on découvre dans notre droit, qui encourage l'individu, ou en quelque façon le constraint à donner à tout acte personnel de désobéissance civile le sens de la revendication d'un droit* »²⁹. C'est-à-dire, il est de déplorable de voir qu'un mouvement des individus bien organisé et réclame un droit, soit dispersé par les autorités politiciennes. Par sur croit, il est bon de considérer les groupes de la désobéissance civile comme relevant d'une association volontaire des citoyens qui défendent certains intérêts.

1.5. Le parallélisme entre la désobéissance et la délinquance

Il est essentiel de distinguer la délinquance de la désobéissance civile avec une réflexion profonde et consciente ; Arendt affirme que ce mouvement populaire (la désobéissance civile) peut parfois être perçu comme une forme de criminalité. Aussi, il est vrai que des extrémistes ou des individus déviants peuvent, eux aussi,

²⁸ H. ARENDT, *Du mensonge à la violence*, p. 72.

²⁹ Ib., p. 73.

se rapprocher d'actes criminels. Cependant, la distinction fondamentale entre ces deux mouvements réside dans le fait que la désobéissance civile est une violation publique et ouverte, elle s'exerce dans un cadre juridique ou moral, c'est-à-dire qu'elle n'est pas clandestine. Ces actions, loin de relever de la criminalité ou de la violence, visent à dénoncer des injustices. En revanche, les criminels ou les violeurs violent la loi de manière abstraite et emploient toute forme de violence ; leurs actes sont motivés par des intentions nuisibles et dissimulées dans une démarche clandestine.

En effet, la désobéissance civile, quant à elle, repose sur des revendications collectives. En d'autres termes, elle s'organise toujours au nom d'un groupe de personnes. Ces préoccupations émergent lorsque le peuple est confronté à des antivaleurs telles que la mauvaise gouvernance, l'injustice, le détournement de fonds publics, l'insécurité généralisée, la médiocrité des dirigeants politiques et policiers, le tribalisme, le racisme, le chômage, la pauvreté, etc. C'est ainsi qu'Arendt souligne, « *Ils pensent qu'il est possible de changer l'attitude d'un gouvernement qui s'est engagé dans une action dont la légalité et la constitutionnalité sont gravement mises en doute* »³⁰. Cela signifie que la désobéissance civile peut conduire à des résultats positifs et importants, voire à une collaboration constructive entre les institutions.

En revanche, la désobéissance civile peut aussi offrir la meilleure solution pour la gouvernance ou la politique de notre époque. Toutefois, quel que soit le cadre dans lequel elle s'inscrit, il est crucial de souligner postuler qu'« *Un premier pas consisterait à obtenir, pour les minorités pratiquant la désobéissance civile, la même forme de reconnaissance que celle qui est accordée à de nombreux intérêts particuliers* »³¹. Autrement dit, les intérêts des groupes en lutte pour la désobéissance civile doivent recevoir la même reconnaissance que celle accordée aux groupes défendant des intérêts particuliers.

1.6. Conclusion du chapitre premier

A la fin de ce premier chapitre, il importe de signaler qu'il a été question d'aborder les problèmes du mensonge et de la violence en politique.

Concernant ce noeud politique, nous avons traité le mensonge en politique tout en montrant que grâce à l'analyse historique et scientifique que le mensonge,

³⁰ H. ARENDT, *Du mensonge à la violence*, p. 76.

³¹ Ib., p. 102.

bien qu'il puisse être perçu comme outil légitime du pouvoir, demeure fondamentalement limité car, il ne produit en réalité que des effets contraires à ceux recherchés.

Aussi, nous avons relevé la question de la violence en politique. Ici, nous avons souligné que certains hommes politiques ont vanté la violence comme moyen efficace de résoudre les conflits, en présentant la politique et l'administration comme des mécanismes dominants. Pourtant, nous devons cultiver des formes de pouvoir non violentes, qui favorisent la liberté, l'émergence et l'engagement civique. Car, selon notre auteure, la véritable force d'une société réside dans sa capacité de promouvoir le dialogue et la compréhension, plutôt que de recourir à la violence comme solution.

Voulant tout récapituler, nous avons invité à tout le monde à réfléchir sur la nature des actes de désobéissance et à évaluer leur portée morale et politique dans le cadre d'une Polis démocratique. Donc, c'est dans la réflexion collective et l'engagement civique que réside le véritable progrès social et politique.

CHAPITRE DEUXIÈME

LA NÉCESSITÉ DE LA CONSCIENCE ÉTHIQUE DANS L'EXERCICE DU POUVOIR

2.0. Introduction du chapitre deuxième

Le premier chapitre nous a permis d'énumérer les problèmes du mensonge et de la violence en politique. Dans ce deuxième chapitre, il s'agit de mettre en place une bonne conscience éthique pendant le mandat pour avoir un pouvoir sain. Pour y parvenir, ce deuxième chapitre sera divisé en cinq sections. À la première section, nous allons nous appesantir sur l'exercice du pouvoir Arendtien, en suite notre réflexion sera orientée sur la politique et la révolution ; la conscience éthique interviendra à la troisième section, avant d'en aboutir nous parlerons de la banalité du Mal, puis la démocratie en RD Congo fera la cinquième section et en fin, une petite conclusion partielle interviendra.

2.1. L'exercice du pouvoir arendtien

L'exercice du pouvoir chez elle repose sur une conception relationnelle et Collective. Pour elle, le pouvoir n'est jamais une propriété individuelle, mais appartient à un groupe qui agit ensemble. Le pouvoir naît de l'action concertée et du soutien mutuel des individus qui se rassemblent autour d'un intérêt commun. Toutefois, la réflexion d'Arendt est toujours nécessaire dans la politique actuelle, notre auteure fait appel d'un côté aux peuples et de l'autre côté aux dirigeants à une prise de conscience éthique pour une bonne gouvernance d'une cité (Polis).

Par ailleurs, Arendt nous rappelle l'importance d'aborder la politique avec une morale consciencieuse et une sensibilité à la valeur de chaque vie humaine. Car, sa critique de l'usage de la violence est un appel à réfléchir aux conséquences de nos actions et à chercher des moyens plus constructifs de résoudre les conflits. Il est vrai que le recours à la violence est souvent un signe de crise de légitimité car, lorsque le pouvoir légitime s'érode, lorsqu'il perd son assise dans le consentement des gouvernés, la violence peut être utilisée comme outil de contrôle, une tentative désespérée de maintenir ou de regagner le pouvoir perdu. En effet, le penseur juif insiste sur l'idée que la pluralité est constitutive de la condition humaine. Or, « *La force et la violence peuvent être des instruments efficaces de pression et de revendication sociale dans tous les cas où elles bénéficient d'un large soutien*

populaire »³² Autrement dit, c'est grave au soutien Collectif que la force ou la violence sera positive et importante dans un pouvoir. Donc, le pouvoir ne réside pas dans la violence ou la force, mais dans la capacité d'agir ensemble, cela suppose la reconnaissance mutuelle entre individus différents, capables de parole et d'action.

Cependant, elle s'inspire de la Polis grecque qu'elle considère comme le modèle originel d'un espace politique où le pouvoir est un effet de la parole publique de la libération, et non de la contrainte. Pour Arendt, l'existence humaine devient pleinement politique lorsque les individus apparaissent devant les autres s'engagent dans un enragement et construisent un monde commun.

Arendt distingue clairement pouvoir, violence et autorité : le pouvoir est fondé sur le consentement et l'action collective, tandis que la violence est un instrument de coercition qui peut détruire³³ le pouvoir, mais peut jamais le créer. La violence apparaît quand le pouvoir commence à se perdre d'une faiblesse politique. Voilà pour elle, le pouvoir est donc un phénomène intersubjectif toujours lié à la présence d'autrui et à l'action, « *avoir faim dans la dignité est préférable au pain que l'on mange dans l'esclavage* »³⁴. C'est-à-dire, il est nécessaire de faire une politique qui vise l'intérêt général au lieu de rester dans l'aliénation pour un intérêt personnel.

Ainsi, notre auteure nous supplie en nous invitant plus beaucoup à l'importance cruciale de la vérité en politique. Elle martèle que le mensonge, bien que parfois séduisant pour les politiciens, est une stratégie à la fois destructrice et surtout vouée à l'échec tragique. La vérité, bien que parfois inconfortable, est la base sur laquelle la confiance, la légitimité, l'espoir, l'unité nationale, la justice et la stabilité politique peuvent être construites. Cependant, la politique d'Arendt est un examen perspicace et critique des relations entre le mensonge, la démagogie, la mauvaise gestion, voire la violence et la politique. Elle appelle la population à une obligation vigilante en vue de barrer la route aux discours démagogiques, sans œuvres et flatteurs. Voilà pourquoi notre auteure insiste en exhortant les citoyens avoir du courage, être motivés, sans craindre non plus peur afin de répliquer les antivaleurs des politiciens. Au fait, H. Arendt parle à plusieurs fois sur le fait que le pouvoir est toujours le résultat d'un accord entre les hommes alors que la violence est utilisée lorsque ce pouvoir fait défaut. Pourtant, l'autorité repose sur la tradition, la

³² H. ARENDT, *Du mensonge à la violence*, p. 164.

³³ Ib., p. 165.

reconnaissance et la légitimité, comme dans le cas l'Église ou de certaines institutions éducatives. Car, elle voit le pouvoir comme non coercitif dès qu'il faut contraindre le pouvoir est déjà perdu, elle rejoint ici une perspective normative et éthique sur la politique fondée sur la coopération et la liberté, « *la seule obligation qui m'incombe est de faire à toute heure ce que je crois être bien* »³⁵.

En outre, les peuples doivent éviter la naïveté et la complicité face aux actions politiciennes. Elle encourage une décision de la population capable de soulever la masse pour dire non à la médiocrité politique et à la mauvaise gouvernance mise imposée par les dirigeants indifférents et dangereux. Car, pour la gestion Arendtienne, s'il faut parler d'une société saine, il est nécessaire que le pouvoir soit équilibré et partagé sur le consentement mutuel et le respect de tous.

Aussi, la pensée juive accorde une grande importance à l'espace public comme lieu de visibilité, de parole et d'action politique ; il n'est pas simplement un lieu géographique, mais un espace symbolique où les êtres humains peuvent apparaître les uns aux autres comme égaux en dignité au sein de lui le pouvoir se forme par la délibération, la persuasion et l'action conjointe. Sur ce, la philosophe critique sévèrement les sociétés modernes où la bureaucratie, l'expertise technocratique et la consommation tendent à effacer cet espace, elle voit encore dans un État démocrate direct un idéal de participation active, et elle célèbre notamment la révolution américaine pour son attachement à la liberté politique, contrairement à celle française qu'elle juge trop obsédée par la question sociale.

Par contre, lorsque ce pouvoir se dégrade, lorsque le consensus se brise, et que le respect est perdu, la marche publique peut être utilisée comme un moteur pour maintenir ou rétablir le contrôle. Car, cette pratique de la violence est un signe de faiblesse et non de force. Au contraire, Arendt s'oppose fermement à l'idée que la violence peut-être un moyen durable ou tolérable de résolution des conflits : « *nous nous trouvons en présence d'une génération qui n'est en aucune façon certaine d'avoir un avenir* »³⁶. C'est-à-dire, qu'avec toutes sortes des violences dites aux mauvaises politiques qu'engendre le monde entier, rien ne garantit un meilleur futur. Pour Arendt encore : « *la violence engendre la violence, et ce sont souvent les*

³⁵ H. ARENDT, *Du mensonge à la violence*, p. 125.

³⁶ Ib., p. 200.

innocents qui en sont victimes »³⁷. Ainsi, l'exercice du pouvoir chez Arendt est un phénomène dynamique, intersubjectif, et légitime par nature qui se manifeste uniquement lorsque les individus agissent collectivement et maintiennent leur unité. Elle se milite pour un pouvoir organisé, sérieux, équilibré, juste et de paix. Certes, elle est contre les tueries, les injustices, les guerres, la médiocrité, enrichissement des politiciens, la souffrance des peuples, les arrestations arbitraires, les mensonges, les violations des lois etc. Car, « *la fin de la guerre est la paix ou la victoire, mais il est impossible de dire ce que devra être la fin de la paix* »³⁸. Autrement dit, la paix est un absolu. Pendant les périodes de guerre, l'histoire signale que presque les dates (durées) des guerres dépassent la durée des périodes de paix.

En effet, le pouvoir doit être une possibilité qui aide une minorité de citoyens de penser et d'agir en termes de fins et de moyens. Un politicien ne doit pas venir au pouvoir pour viser un règne sans fin(éternel), malgré sa légitimité et son vouloir construire une nouvelle politique, comme il le pense par exemple. Plus claire encore, Arendt doute des nominations appropriées au sein des institutions.

Pour éviter les intolérances au sein du pouvoir, elle insiste plus beaucoup au respect du mandat quand on est au pouvoir, « *avoir faim dans la dignité est préférable au pain que l'on mange dans l'esclavage* »³⁹. En d'autres mots un politicien ne peut pas être esclave du pouvoir. En d'autres termes, un dirigeant digne de son nom doit voir le pouvoir comme une ronde (ça doit tourner). Il est capital d'avoir un pouvoir légitime centralisé par la volonté populaire et non celui de particulier, basé sur la tribu et le tribalisme et la dictature. Tout citoyen rêve enfin de compte du royaume où « *les derniers seront les premiers et les premiers seront les derniers* »⁴⁰. En clair, beaucoup de citoyens restent dans la prière, la méditation et l'observation face au mauvais pouvoir en place.

Au contraire, elle préfère qu'on nomme un médecin à la place de la santé, un économiste à sa place, un juriste à sa propre juridiction etc. Pour ce faire, Arendt décrit les régimes nazis et soviétique comme des systèmes visant à éradiquer toute spontanéité humaine à atomise les les êtres humains et à détruire l'espace public.

³⁷ H. ARENDT, *Du mensonge à la violence*, p. 161.

³⁸ Ib., p. 203.

³⁹ Ib., p. 165.

⁴⁰ Ib., p. 166.

Dommage, le pouvoir y est remplacé par la terreur, la surveillance constante, la propagande massive et l'isolement de chacun, puisqu'il s'agit plus de gouverner par le consentement, mais plutôt par l'anéantissement de la liberté. C'est ainsi que, le totalitarisme se voit comme étant le contraire de la politique telle que l'auteure la conçoit en analysant ce fait non comme une simple dictature, mais aussi comme une organisation systématique de l'impuissance politique du peuple. Voilà pourquoi, Hannah Arendt se batte en voulant une nécessité de reconstruire un espace politique fondé sur l'agir commun, la parole libre et la mémoire historique par ici, elle montre que la disparition du pouvoir authentique ouvre la voie ou la porte à la domination absolue.

Sur même ordre d'idée, dans sa manière de penser sur l'action humaine, l'auteure introduit les concepts de promesse et de Pardon comme mécanismes autorisant de stabiliser l'action dans une mauvaise politique car, une promesse réaliste permet aux personnes de s'engager, de se lier dans le temps, de créer un futur commun, elle donne une structure au pouvoir collectif. Tandis que, le pardon quant à lui permet de surmonter les fautes, les ruptures et les violences du passé.

Aussi, Arendt, influencée par la tradition judéo-chrétienne trouve dans le pardon un acte très-profound dans le pouvoir car, elle restaure la relation entre les hommes. C'est vrai qu'ensemble promesse et pardon forment le socle éthique sur lequel peut se construire une autorité durable, non fondée sur les actes violents ou la peur, mais sur la confiance et la responsabilité partagées. « *Il paraît toujours troublant. Que les premières générations paraissent accomplir leurs lourds travaux au bénéfice de celles qui vont les suivre... et que ces dernières seront les seules à pouvoir habiter l'édifice* »⁴¹. Ça signifie qu'avec toutes sortes des violences qui englobent la société actuelle, la nouvelle génération est limitée pour s'épanouir et laisser les bonnes œuvres pour celle future. Cette perspective est à une obligation essentielle pour penser des institutions stables et démocratiques, et non plus seules remplies des violences, guerres et révolutions radicales.

2.2. La politique et la révolution

Hannah Arendt, philosophe et politologue du XX^{ème} siècle, a consacré une grande partie de son œuvre à l'analyse des concepts de politique et de révolution. Son approche unique s'ancre dans une compréhension profonde de la condition

⁴¹ H. ARENDT, *Du mensonge à la violence*, p. 175.

humaine et des dynamiques sociales. C'est pourquoi, la notion de la politique est chez elle une activité humaine, distincte de l'économie ou de la société. Elle est liée à l'espace public où les individus interagissent et s'engagent dans des discussions. Ainsi, pour Arendt, l'action est centralisée dans la pensée. Elle la considère comme moyen de manifester dans le monde et de créer des relations significatives avec autrui et la liberté est intrinsèquement liée à l'espace public. La liberté ne se réalise que lorsque les individus participent activement à la vie politique.

Ainsi, à travers une analyse rigoureuse du mensonge dans la politique moderne et des rapports entre violence, pouvoir et révolution. La philosophe s'efforce de repenser les conditions d'une vie politique pleine de la morale. C'est pourquoi, notre ouvrage de base *Du mensonge à la violence*. Elle s'inscrit dans la suite des œuvres antérieures de notre auteure comme les origines du totalitarisme ou la condition de l'homme moderne, il est aussi à la fois une réponse à l'actualité de son époque (guerre du Vietnam, mouvements étudiants, révolution postcoloniales) et une médiation profondément sur la nature du politique.

En outre, Arendt distingue la révolution des autres formes de changement politique car, pour elle, une véritable révolution est celle qui cherche à établir une nouvelle forme de gouvernement, fondé sur la liberté et l'égalité. Toutefois, elle analyse en profondeur les révolutions américaines et françaises, observant leurs différences. Selon notre auteure, la révolution américaine a été une réussite pour établir un gouvernement basé sur la liberté. Tandis que, celle française a abouti à la terreur et à la dictature. Ceci revient à dire, notre auteure consacre une pensée capitale à la révolution qu'elle l'avait déjà abordée.

C'est pourquoi, H. Arendt fait la différence entre les révolutions authentiquement politiques comme celle américaine, aux révolutions sociales comme celle française ou les révolutions marxistes. En clair, une révolution réussie pour elle, est cette révolution qui a pour un fondement un nouvel espace politique basé sur la liberté, l'action et la participation. Ce revient à dire, elle admire ainsi les commencements de la révolution américaine car, c'est par ici que les colons ont su créer des institutions républicaines stables et respectueuses de la pluralité. Contrairement, elle critique négativement les révolutions centrées exclusivement sur la question sociale quand l'objectif devient la suppression de la misère ou l'égalité matérielle. Pour elle, la politique est avant tout un espace de dialogue et d'action

Collective. Elle distingue la politique de la simple administration ou gestion des affaires publiques.

Par ailleurs, Arendt insiste sur le fait que la véritable révolution doit être comprise comme un acte de fondation, où les citoyens s'engagent activement dans la création d'un nouveau monde politique. Elle voit la révolution non seulement comme un changement de régime, mais aussi comme une opportunité de réinventer les structures politiques et sociales ; cette perspective souligne l'importance de l'engagement civique et de la participation active dans la vie politique. « *Il n'y a rien, d'après moi, qui mérite plus d'attirer nos regards que les associations intellectuelles et morales de l'Amérique* »⁴². C'est-à-dire, tous les peuples doivent intéresser de la politique et mettent leur valeur intellectuelle pour une bonne politique.

Ainsi, elle martèle sur l'importance de la pluralité dans la politique. Aussi, chaque citoyen apporte une perspective unique, et c'est cette diversité qui enrichit le discours politique. La reconnaissance de l'autre et le pourparlers sont donc essentiels dans la construction d'une société saine. Elle met en avant le rôle des idées politiques dans les révolutions. Les concepts de liberté, d'égalité et de droit à la participation sont cruciaux pour comprendre les motivations des révolutionnaires et les résultats des révolutions. En effet, les réflexions de notre auteure sur la révolution et la politique ont eu un impact durable sur la pensée politique moderne. Son analyse de la liberté et de l'action continue d'influencer les débats contemporains sur la bonne gouvernance et l'engagement civique. Dans le contexte actuel, les idées d'Arendt trouvent un écho dans les mouvements sociaux et les luttes pour la démocratie dans le monde entier. Sa pensée offre des outils pour comprendre les défis contemporains liés à la participation citoyenne et à la légitimité politique.

En outre, la pensée d'Arendt sur la politique et la révolution reste d'une grande pertinence aujourd'hui. Sa réflexion des révolutions et son insistance sur l'importance de l'action collective et de l'engagement civique nous rappellent que la liberté politique est un bien précieux qui doit être protégée et cultivée. « *Jusqu'ici un soulèvement armé n'a jamais suffi à conduire à la révolution* »⁴³. Car, en mettant l'accent sur la création d'un espace public dynamique, elle nous exhorte à bien réfléchir sur notre propre rôle dans la construction d'une nation très saine. Dans son

⁴² H. ARENDT, *Du mensonge à la violence*, p. 128.

⁴³ Ib., p. 283.

analyse de la révolution, Arendt présente une vision nuancée. Arendt voit dans la révolution américaine un modèle positif à établir, car elle a réussi à établir des structures démocratiques qui garantissent la liberté et la participation des citoyens.

2.3. La conscience éthique

Comme nous l'avons souligné dans notre problématique, cette question de la conscience éthique se situe au primat même de l'éthique politique d'Arendt. Par ici, elle aborde beaucoup de concepts fondamentaux, donc la conscience éthique se place à la première place et la dimension de sa pensée est particulièrement présente dans ses travaux sur la responsabilité individuelle dans les régimes autoritaires et dans la pensée sur la banalité du mal car, la conscience éthique chez elle n'est pas simplement un concept moral ou psychologique, mais plutôt un principe fondamental pour saisir comment l'homme s'oriente face à la réalité politique sociale et historique.

Sur ce, notre auteure exhorte les dirigeants et la population à une conscience éthique générale, sans discrimination. Car, pour Arendt tout homme qui a vocation à la politique doit augmenter sérieusement sa manière de voir les choses. Autrement dit, de raisonner pour faire une politique saine. Un dirigeant ne peut pas se jeter entièrement dans le système politique mal organisé, et plein d'antivaleurs. Et pour Arendt, être conscient c'est accepter son échec, c'est aussi faire un examen de conscience annuellement. Il ne faut jamais penser à avoir des millions de dollars ou encore envisager des constructions des immeubles en étant politicien. « *Une telle personne ne voit en la politique aucune finalité autre qu'une occasion de devenir de plus en plus riche* »⁴⁴. Car, la conscience éthique politique d'Arendt c'est mettre en place une classe moyenne. Aussi, elle insiste à cette prise de conscience générale pour la construction d'une Polis saine et justice. Sur ce, Arendt conseille les politiciens et citoyens à une collaboration sincère et étroite. Un pouvoir conscient n'attend pas que la population entame des marches publiques enfin de résoudre un problème constitutionnel, économique, éducatif etc. Il doit prouver sa maturité du bon pouvoir. Un pouvoir plein de conscience est sensé écouter et comprendre les besoins des citoyens (dirigés). En croire, elle s'intéresse à la façon dont les individus réagissent face aux problèmes extrêmes, aux injustices, aux mensonges des autorités ainsi, elle soutient que la conscience éthique ne se limite pas à une

⁴⁴ H. ARENDT, *Du mensonge à la violence*, p. 345.

introspection personnelle ou encore à une simple évaluation des actions car, elle est liée à l'action et à la manière dont chaque individu, en étant confronté à des choix difficiles, se positionne par rapport à la violence, à l'oppression et à l'injustice.

Par ailleurs, La conscience éthique dans la politique chez Arendt, c'est viser l'intérêt général et non personnel, c'est démissionner en cas de la non réussite aux promesses faites avant d'arriver aux institutions, être un homme de respect et de dignité soi-même « *La charité bien ordonnée commence par soi-même* »⁴⁵. Pour bien éclaircir, un dirigeant inconscient qui opte la démission serait bel et bien respecter par la population. L'inconscience, c'est quand on prône la démocratie théoriquement et ça peut-être aussi faire du pouvoir un facteur de domination et d'intimidation. Croyant être un manipulateur de la constitutionnalité, de vouloir mettre en écart le social et l'unité nationale ; au profit du tribalisme, injustice, indifférence de masse salariale, de l'incompétence etc. Autrement dit, elle lie la conscience ethnique à l'action politique pour elle, l'action est ce qui autorise à l'être humain de se réaliser dans la sphère publique et de participer à la vie commune. Cependant, l'action politique n'est pas uniquement une occupation de stratégie et de calcul utilitaire, elle est aussi une question de jugement moral. En effet, elle est d'accord pour que l'action politique est inévitablement liée à la conscience éthique car, elle touche à la liberté, à la justice et à la dignité humaine, et chaque action politique, même si apparemment insignifiante doit être réfléchie à la lumière des principes éthiques et de la responsabilité sociale. En vrai dire, l'éthique de l'action chez notre penseuse juive est un engagement face au monde, c'est par l'action que l'individu peut changer la réalité, mais c'est aussi par l'action qu'il doit répondre à ses choix. De plus, l'action politique est selon Arendt un moyen de manifester sa liberté et répondre aux exigences éthiques de la société.

Toutefois, la conscience éthique pour Arendt c'est également prendre en compte des réclamations des agents ayant déclaré leurs salaires, sans être contredits par la violence policière en quelque sorte, « *Ce que nous voyons se produire à l'heure actuelle, une vive réaction policière, brutale et parfaitement visible, est totalement différent* »⁴⁶. C'est-à-dire, nous constatons une police instrumentalisée et male formée imposée dans la rue en cas d'une réclamation juste et sérieuse. Il faut noter aussi que, les guerres, le racisme, le tribalisme, le vol des millions de

⁴⁵ H. ARENDT, *Du mensonge à la violence*, p. 238.

⁴⁶ Ib., p. 237.

dollars presque dans tous les pouvoirs du monde et de notre temps (21ème siècle) sont dits à la non prise de conscience générale et surtout au pouvoir pris par les inconscients, c'est-à-dire ceux qui font la politique sans vision, sans objectif et plus grave encore sans projet de campagne bien élaborer. Autrement dit, ceux qu'on ramasse sans être préparés pour diriger. Aussi pour l'auteure, la conscience éthique n'est pas forcément une question de simples principes moraux, mais elle est avant tout liée à la responsabilité. C'est pourquoi, Arendt distingue une importance entre la pensée morale et celle éthique. Car, la pensée morale consiste à agir conformément à des principes ou des règles. Tandis que, celle d'éthique est une capacité à juger de manière indépendante des situations et des choix qui ne peuvent pas toujours être réduits à des lois fixes.

En effet, par l'action, l'individu se donne la possibilité d'agir de manière responsable, tout en prenant conscience des conséquences de ces actions sur le cosmos. Or, La conscience éthique dans la politique d'Arendt peut aider un politicien à devenir un meilleur et préférable, en cas de son refus dit à la corruption, à la barbarie, à la médiocrité, instrumentalisation gouvernementale, à dire non au détournement de fonds publics. Cette conscience éthique permet à bien gérer, gouverner, unir, collaborer, communiquer, juger etc. Pour ne pas tomber dans le piège du mensonge, la violence, l'argent et à la désobéissance civile, « *Il est fort regrettable que tant de personnes soient persuadées que la volonté de se sacrifier soi-même* »⁴⁷. En fait, si la conscience éthique est d'appllicable au sein des institutions, la population ne se verra pas dans l'obligation d'organiser les mouvements de masse (désobéissance civile). Il est capable d'appliquer cette conscience éthique dans tous les domaines de la vie, pour espérer à une organisation et légitimité saine d'une nation ou pouvoir organisé. Au fait, pour la philosophe, la conscience éthique nous oblige un engagement personnel constant, une vigilance morale face au pouvoir et un refus d'accepter des normes ou principes qui d'éshumanisent car, nous pouvons éviter de devenir Complices de systèmes injustes en prenant la conscience éthique.

Pour ce faire, tout homme est obligé de respecter cet aspect de la conscience éthique par tout, car l'inconscience est l'ennemi de l'intelligence, de la réussite, de la bonne politique... « *La conscience est un mot dont se servent les*

⁴⁷ H. ARENDT, *Du mensonge à la violence*, p. 92.

*pleutres. Pire invitation à faire tomber les forts »*⁴⁸ cela étant, c'est par la conscience éthique et la bonne moralité que les citoyens peuvent s'organiser en masse pour dire non à la mauvaise gouvernance. Voilà, la réflexion de la penseuse juive sur la conscience éthique a une portée fondamentale dans le contexte des sociétés modernes, à une époque où la violence, l'oppression et les régimes autoritaires refont surface sous diverses formes. En fin, la question de la conscience éthique est plus pertinente que jamais. Car, la capacité de penser, de juger, et d'agir de façon responsable est nécessaire pour éviter la répétition des erreurs du passé et pour préserver la dignité humaine dans notre société moderne. C'est ainsi que, HANNAH nous exhorte à une forme de résistance intellectuelle et éthique face à des pouvoirs qui cherchent à dominer des idéologies totalitaires et déshumanisantes. Cette conscience éthique basée sur la pensée critique et la responsabilité personnelle est ainsi un pilier capital de la liberté, de la bonne gouvernance et de la justice. Pourtant, dans notre cosmos actuel, plus que jamais, il est crucial de nourrir cette conscience éthique et de la défendre contre les forces qui cherchent à la réduire au silence. Notre auteure insiste sur capacité de l'individu à envisager les répercussions de ses actes sur le monde et sur autrui. Ce questionnement est fondamental dans des contextes où le bien et le mal ne sont toujours clairement définis.

2. 4. La banalité du mal

Cette notion soulève des questions profondes sur la responsabilité individuelle dans des systèmes totalitaires. Ainsi, la banalité du mal est un concept philosophique développé par Arendt. Ce terme fait référence à la manière dont les actes de mal extrême peuvent être commis par des individus apparemment ordinaires, sans haine ni idéologie manifeste. Autrement dit, la notion de la banalité du mal ne signifie pas que les actes eux-mêmes sont banals ou insignifiants. En claire, Ce qu'elle veut dire est que le mal peut être perpétré par des personnes qui ne considèrent pas Comme des monstres, mais qui agissent de manière conformiste et sans réflexion critique sur leurs actions. Ainsi, Arendt met en lumière la présence de l'inhumain au cœur de l'humain, suggérant que des individus peuvent commettre des atrocités non pas par une méchanceté innée, mais par une médiocrité et un manque de pensée critique. Cela soulève des questions sur la responsabilité individuelle et le rôle du contexte historique et social dans la commission de tels actes.

⁴⁸ H. ARENDT, *Du mensonge à la violence*, p. 93.

Par ailleurs, la banalité du mal nous invite à réfléchir sur la nature humaine et les conditions qui permettent à des actes horribles de se produire, souvent sans que ceux qui les commettent ne se voient comme des agents du mal. Cette banalité du mal soulève des questions intéressantes sur la nature de la moralité et l'éthique. Arendt nous met en garde contre la facilité avec laquelle des actes immoraux peuvent être commis par des personnes Communes. Cette notion de la banalité du mal continue d'être pertinente dans la conception des crimes de guerre et des violences des droits de l'homme à travers le monde entier.

2.5. Conclusion du chapitre deuxième

Ce deuxième chapitre s'insère dans l'intérêt de redonner une nécessité de la conscience éthique dans l'exercice sain du pouvoir. Morcelé en cinq points, le premier point a porté sur l'exercice du pouvoir Arendtien, en allant dans sa conception du pouvoir, il est pour elle avant tout une capacité humaine d'agir ensemble, de créer du sens et d'établir des relations significatives. Cette approche met en lumière l'importance de l'engagement civique et de la participation active dans la sphère publique, soulignant que le pouvoir véritable réside dans la capacité des citoyens à se rassembler pour défendre leurs intérêts communs et promouvoir le bien commun.

Notre deuxième point est axé sur la politique et la révolution. En effet, la pensée d'Arendt sur la politique et la révolution nous invite à réfléchir sur la nature de l'action humaine et sur les conditions nécessaires à la liberté et la justice dans nos sociétés contemporaines. Car, sa réflexion reste d'une grande importance, elle interroge les fondements mêmes de notre compréhension des transformations sociales.

Notre troisième point a été basé sur la conscience éthique, elle met en lumière la nécessité d'une responsabilité collective face aux défis contemporains. Arendt invite à une réflexion sur la manière dont les identités éthiques peuvent coexister dans un espace politique commun, tout en préservant la richesse de la diversité humaine. Cette approche reste d'une grande actualité, notamment dans les débats sur la citoyenneté et l'inclusion dans nos sociétés modernes.

Le quatrième point a porté sur la banalité du mal. En fait, H. Arendt nous exhorte à penser sur notre propre capacité d'agir de manière éthique dans des systèmes qui encouragent la conformité et l'inaction. Elle nous rappelle que le mal

peut se manifester non seulement par des actes de violence, mais par l'indifférence et le manque de pensée critique face à l'autorité.

En fin, le dernier point a été consacré sur la démocratie en RD Congo. La démocratie est une invitation à l'action et à la participation directe, soulignant que la démocratie authentique repose sur l'engagement actif des citoyens dans la sphère publique, plutôt que sur une simple délégation du pouvoir.

CHAPITRE TROISIÈME

HANNAH ARENDT ET LE RENFORCEMENT DU POUVOIR EN RDC

3.0. Introduction du chapitre troisième

Le deuxième chapitre a présenté la nécessité de la conscience éthique dans l'exercice du pouvoir. Ce troisième chapitre va améliorer l'exercice sain du pouvoir en RDC. Mais pour le mener à bon escient, nous le scinderons en quatre sections : la première va s'appesantir sur la notion du mensonge et de la violence politiques en R.D. Congo. Après, nous parlerons de la conception congolaise du pouvoir. Avant d'en aboutir, nous montrerons la politique en R.D. Congo, un véritable mensonge ? Puis celle de Hannah Arendt face aux politiques congolais. Et une conclusion partielle couronnera ce chapitre.

3.1. Le mensonge et la violence politiques en RD Congo

D'aucuns n'ignorent que la RDC est une nation pleine de la richesse minérale inestimable, mais qui reste malheureusement l'une des nations les plus instables, les plus violentes, les plus pauvres, les plus injustes. Depuis l'avènement de son indépendance, son histoire politique et sociale est très marquée par plusieurs phénomènes interdépendants notamment : le mensonge institutionnalisé, la violence structurelle (systémique) et la mauvaise organisation des élections. Quant à ce, l'auteure n'a-t-elle pas raison quand elle affirme : « *A cause de ces phénomènes, les lois semblent avoir perdu leur pouvoir* »⁴⁹. Ainsi, ces éléments ont façonné la gouvernance, les rapports entre le peuple et l'État, avec l'identité même du pays.

Par ailleurs, en la RDC, le mensonge ne se limite pas à des déclarations fausses. Toutefois, il est institutionnalisé en prenant la forme de promesses électorales non tenues, de résultats électoraux contestés(truqués), et de bilans négatifs du gouvernement voire de réécritures de l'histoire nationale. Car, tous les régimes successifs de la République démocratique du Congo, de Mobutu à Félix Tshisekedi, ont utilisé le mensonge et la violence pour dominer l'opinion nationale, dissimuler leurs échecs et légitimer leur autorité. Ainsi, lors des élections de 2006 et 2011, et celles de 2018 et 2023, plusieurs organisations nationales et internationales ont dénoncé des fraudes massives. Les autorités en place ont continué à apprendre que ces élections avaient été libres et transparentes. Raison pour laquelle, cette

⁴⁹ H. ARENDT, *Du mensonge à la violence*, p. 85

série de mensonge contribue à l'érosion de la confiance de la population dans ces institutions et nourrit un sentiment de désespoir et de révolte latent. Ainsi, selon la philosophe Hannah Arendt ; les autorités doivent normalement avoir un objectif clair et spécifique dans l'exercice de leur pouvoir. Voilà pourquoi elle stipule : « *L'objectif primordial doit être de sauvegarder l'union, et ...non pas celui de préserver ou d'abolir l'esclavage* »⁵⁰. Ceci revient à dire qu'une autorité consciente ne doit pas accéder au pouvoir par le mensonge et non plus par la violence, comme c'est le cas en RD Congo.

En outre, en RDC, le mensonge est accepté comme élément principal et primordial de la gouvernance dans la gérance des conflits. Par surcroit, des groupes armés sont parfois dénoncés sous forme de « terroristes » alors qu'ils sont manipulés ou armés par des factions politiques. Au contraire, la vérité est déformée, cachée et oubliée pour maintenir une version officielle favorable aux détenteurs du pouvoir. Au fait, la violence, en RD Congo est physique, symbolique, économique voire sociale. Depuis les guerres qui ont suivi la chute du président Mobutu de 1997 à nos jours, le pays n'a jamais connu une paix durable. Des régions entières, l'Est du pays en particulier, demeurent sous l'emprise de rebelles(armés). Actuellement le cas de l'AFC/M23 avec Corneille Nanga (ancien président de la CENI). Aussi, la violence congolaise se manifeste-t-elle par:

- La répression brutale des manifestations publiques,
- L'emprisonnement arbitraire des opposants politiques et journalistes,
- Le maintien d'une pauvreté chronique, malgré les ressources naturelles considérables,
- La marginalisation de certaines communautés ethniques ou régionales.

L'État du pays devient lui-même un acteur de la violence ; souvent au service de minorités politiques ou économiques. Ce problème de la violence est grave qu'il se produit dans un silence complice des institutions internationales, parfois corrompues ou indifférentes.

En réalité, le mensonge et la violence en RDC ne sont pas uniquement présents simultanément. Qu'en cela ne tienne, ils sont parfois liés dans une amitié de cause à effet. Ce mensonge politique autorise de justifier la violence, tandis que la violence à son tour rend compliqué l'émergence de la vérité. À l'exemple du conflit

⁵⁰ H. ARENDT, *Du mensonge à la violence*, p. 84.

dans l'Est de la République démocratique du Congo, les dirigeants affirment de combattre contre des « rebelles » ou des « ennemis de la RDC », alors que les causes profondes du conflit de spoliation des terres, pillage des ressources, influence étrangère, absence de service de base sont systématiquement passées sous silence total. C'est ainsi qu'Arendt, parle : « *Le pouvoir correspond à l'aptitude de l'homme à agir et à agi de façon concertée* »⁵¹. Au contraire, ce récit mensonger autorise l'alourdissement de conflits, le changement d'attention de l'opinion publique et le refus des remises en question structurelle. Par ailleurs, le gouvernement se sert de la violence policière ou militaire pour empêcher les peuples de s'opposer aux discours officiels.

Voilà pourquoi, les militants, les journalistes, les intellectuels critiques sont souvent menacés, arrêtés voire assassinés. C'est ainsi que, le mensonge est maintenu par la violence, et cette dernière est justifiée par celui-ci. De l'autre côté, les deux faits (mensonge et violence) sont obstacles de la démocratie et du développement. Dans un tel climat, une vraie démocratie ne peut pas émerger. C'est pourquoi, les élections deviennent des simulacres et suscitent des débats sont bâillonnés, la société civile divisée et parfois réduite au silence. Le développement de son côté est gravement entravé. Et cela s'explique par le fait que les ressources de la nation sont accaparées par une élite prédatrice, tandis que beaucoup de congolais n'ont pas accès aux besoins de base tels que la santé, l'éducation, l'emploi, la sécurité, la justice, etc.

En d'autres termes, la violence économique se traduit par une inégalité extrêmement dangereuse, où un nombre de bénéficiaires du système trompent sur les chiffres de croissance, détournent l'aide internationale, en bloquant toute réforme structurelle. Sur ce, nous constatons que la responsabilité du chaos actuel est partagée. Donc, les autorités congolaises ont bien sûr leur part de responsabilité, mais les puissances étrangères, également via les multinationales et d'autres États limitrophes, entretiennent ce système fondé sur le mensonge et la violence pour piller les ressources naturelles. Ces acteurs externes, avec les autorités locales alimentent les conflits, financent des milices et profitent du manque de transparence pour opérer dans l'illégalité. Et pourtant, les autorités tant nationales qu'internationales doivent mettre en pratique la Bonne volonté, l'amour et la justice

⁵¹ H. ARENDT, *Du mensonge à la violence*, p. 144

enfin de mettre fin à toute sorte de violences en RDC. C'est ainsi que Emmanuel Kant affirme : « *De toutes les choses que nous pouvons concevoir, seule la bonne volonté peut être considérée sans restriction comme Bonne* »⁵². C'est-à-dire, les autorités tant nationales qu'internationales doivent mettre en pratique la Bonne volonté, l'amour et la justice enfin de mettre fin à toute sorte de violences ne RDC. Le mensonge et la violence politique en RDC sont réalités interconnectées qui ont façonné la dynamique politique sociale du pays depuis des décennies. Ces deux éléments jouent un rôle crucial dans la façon dont le pouvoir est exercé, contesté et maintenu, entraînant des conséquences profondes sur la démocratie, les droits de l'homme et le développement économique. La guerre des plans de 1996 à 2003 a également été un catalyseur de violence, impliquant plusieurs pays africains et entraînant des millions de morts. Cette période a laissé des cicatrices profondes dans le tissu social congolais, alimentant les conflits ethniques et régionaux. La violence est devenue un moyen de contrôle politique ; souvent utilisé par ceux qui cherchent à maintenir ou acquérir le pouvoir.

3.2. La conception congolaise du pouvoir

La conception congolaise du pouvoir s'inscrit dans un cadre historique, culturel et socio-politique unique. La RDC, avec sa diversité ethnique et ses richesses naturelles, a développé une vision du pouvoir qui reflète ses ancêtres tout en étant influencée par des facteurs contemporains, tels que la colonisation, les luttes d'indépendance et les enjeux de la mondialisation. En d'autres mots, l'art de gouverner une population. Dans un pays démocratique, ce pouvoir est donné ou arraché lors des élections libres et transparentes et démocratiques. C'est pourquoi, pour la philosophe, « *Le pouvoir correspond à l'aptitude de l'homme à agir et agir de manière concrète* »⁵³. Autrement dit, la personne qui est au gouvernement est mandatée et est obligée d'agir et travailler pour le bénéfice collectif et nationale. Car, l'effort des politiciens depuis l'antiquité grecque est la quête de ce qui peut garantir le bénéfice englobent. Par ailleurs, la politique telle que comprise dans notre pays a une connotation autre que la recherche du bonheur.

Toutefois, la République démocratique du Congo est une nation marquée par une grande diversité ethnique, culturelle et historique, détient une conception du

⁵² E. KANT, *Critique de la raison pratique*, 1943, p. 12.

⁵³ H. ARENDT, *Du mensonge à la violence*, p. 144.

pouvoir profondément enracinée dans ses traditions précoloniales transformée par la colonisation et elle est haute marquée par les pratiques politiques postindépendance. Comprendre cette conception est indispensable pour saisir les logiques qui régissent le pouvoir actuel, les rapports entre gouvernés et gouvernants. Ainsi, depuis l'avènement politique en République démocratique du Congo, nous assistons à la théâtralisation de la politique. Il est cependant, permis que plus de deux conceptions contradictoires tournent dans la mentalité des autorités congolaises.

D'un côté, la politique est essentiellement une lutte, un combat pour le gouvernement autorisant aux humains et aux mouvements qui le possèdent d'assurer leur manipulation sur la place publique (la société) et de bénéficier. De l'autre côté, la politique est un effort pour faire régner l'ordre et la justice, assurant le profit général et le bien commun contre la pression des revendications particulières. C'est ainsi que, l'auteur MUSUA affirme bien que les hommes politiques l'époque du Zaïre ne font que justifier, aux prix de manques à la probité de l'intelligence, leur volonté idéologique et individuelle. Ce professeur affirme encore que « *le champ théorique de la politique (zaïroise) République démocratique du Congo est entièrement marqué par des discours démagogiques* »⁵⁴. De ce fait, la population réside dans une nation où le désespoir prime. La grande impasse qui englobe aussi le pouvoir congolais est réellement l'effacement d'un programme du développement. Dès sa création, jusqu'à maintenant, il de bonne méthode d'affirmer que le plaisir et le bonheur de la population n'ont jamais été la détermination ou l'intérêt premier des hommes d'État de la RD Congo. Ainsi, à considérer la déchéance que gangrène la scène politique, il n'y a que des chaos, des contestations, des naissances de nouvelles parties politiques, le changement du gouvernement, et des raisonnements désespérés qui s'installent dans la mentalité congolaise. Voilà pourquoi, l'éminent professeur Musua réaffirme encore que « *La conquête et la conservation du pouvoir demeurent l'unique souci des politiciens congolais au mépris du projet de la société* »⁵⁵. Comme nous remarquons, la gouvernance congolaise est plus liée au ventre, s'il faut emprunter l'expression du philosophe Jean François Bayart.

Néanmoins, le paradigme par excellence pour donner la définition des politiciens de notre nation est la politique du ventre. Par ce terme " ventre" beaucoup

⁵⁴ M. MUSUA, *Utopie philosophique comme critique sociale, dans la responsabilité politique du philosophe Africain. Acte du IXème séminaire scientifique de philosophie Kinshasa* (du 20 au 23 juin 1993), dans *RPK* (1996) n° 25, p. 177-184.

⁵⁵ Ib., p. 185

d'éléments entrent en jeu, il peut être compris par accumulation des biens, avoir beaucoup de femmes, d'enfants illégitimes, sortir avec des mineurs, instrumentalisation de la justice, être appelés habiles, Tshisekedistes, fayulistes, organisé des fêtes luxueuses d'anniversaires, avoir la corpulence... Dans ce sens, nous comprenons que la politique en République Démocratique du Congo n'a pas toujours eu pour finalité la cité idéale, mais plutôt l'art de bien vivre et de bien manger. Comme disait Kabongo : « *la politique est devenue une mangeoire* »⁵⁶. L'auteur explique la mangeoire comme moyen de conquérir, d'exercer et conserver le pouvoir qui est livré à la corruption, à la tricherie, et du mensonge ; c'est le cas avec le système des machines à volé instaurer par corneil Nanga accepté et continué par Kadima, actuellement président de la CENI.

De ce fait, nous comprenons le sens de corruption, de détournement de deniers publics, voire aussi le tribalisme, la haine, l'inconscience politique, les arrestations injustes, l'insécurité qui gagnent tous les jours l'actuelle politique Congolaise. Sur ce, en allant vers la même vision, Ngoma Binda parle haut que les politiques de notre pays partagent deux conceptions diamétralement. Donc, il y a d'un côté, le politique « *Fonctionnaire* »⁵⁷. Et de l'autre côté, le politicien qui partage la vision de Machiavel (machiavélique). Il est à retenir de ces doubles conceptions :

3.2.1. le politicien fonctionnaire

Le politique fonctionnaire est une personne qui est nommée, ou votée. Dès qu'elle fait partie des membres du gouvernement, elle ne montre aucune visibilité susceptible pour la nation. Dommage, elle pense souvent à être payée chaque mois, sans retard de paiement pour faire tout honnêtement son devoir de père de famille en venant en aide aux siens. C'est-à-dire, il y aura bel et bien un changement de diriger dans notre pays aux jours avenirs. Aussi, même dans un contexte électoral, la logique du pouvoir reste le service. Les institutions sont souvent vides de leur sens démocratique, manipulé pour légaliser des régimes déjà établis. En dépit de tout, il faut recourir au respect des règles sans danger. Voilà pourquoi elle affirme : « *Fiat justitia et pereat mundus (que justice soit faite, même si le monde doit périr)* »⁵⁸. Voilà pourquoi, nous voyons comment les gens fêtent après la publication d'un nouveau régime ou un gouvernement. Plus grave encore, nous constatons de nos jours la

⁵⁶ E. KABONGO, *la marchandisation en RD. Congo*, Paris, p. 17.

⁵⁷ E. NGOMA-BINDA, *La participation politique*, Kinshasa, 2020, p. 344.

⁵⁸ H. ARENDT, *Du mensonge à la violence*, p. 85.

création « *Des cabinets pléthoriques avec des oncles, petits frères, cousins, camarades, et des copines* »⁵⁹. Il est nécessaire de noter que pour une telle conception du pouvoir, la capacité intellectuelle n'est pas mesurable, il est obligé d'avoir une chaise dans son ministère pour tous, peut importe les dangers. C'est ça qui prouve l'insuffisance de la maturité politique congolaise actuelle en constituant une véritable impasse pour la nation. De ce qui précède, il est normal d'affirmer que la République démocratique du Congo a beaucoup de politiciens que d'hommes d'États. A en croire le professeur Okey dans sa publication *Démocratie ou Africanocratie*, parle haut que notre nation n'a pas d'hommes d'État, mais seulement des politiciens. Voilà pourquoi il définit un homme d'État comme « *Est celui qui entre en politique pour défendre et chercher le bien de son peuple, tandis que, le politicien est un prédateur qui entre en politique pour défendre ses intérêts égoïstes surtout son ventre* »⁶⁰. Après avoir décrit le politicien fonctionnaire, il est clair de clarifier qui est le politicien machiavélique.

3.2.2. Le politicien machiavélique

Le philosophe Nicolas Machiavel est sans vu comme exemplaire par excellence des quelques gouvernants du continent Africain, et plus généralement congolais. Dans son livre principal *le prince*, l'auteur Italien décrit les mécanismes pour s'emparer du pouvoir et prouver de méthodes pour le concevoir. Celui-ci disait qu'il nécessaire et obligatoire de connaître comment violer sa propre parole. Ce deuxième modèle de politicien dit de la classe de Machiavel est visible dans la pratique politique congolaise. Les politiques de notre pays conçoivent l'autorité comme un bien privé, exclusif de son détenteur. Elle est exercée de façon autoritaire et injuste (arbitraire), d'après la volonté du chef. En se référant au deuxième président de notre pays Mobutu qui se voyait d'ailleurs incarné du machiavélisme, il considérait le pouvoir comme son bien privé.

Pendant son adresse au peuple, il disait « *Le pouvoir est une notion indivisible de celle de l'autorité. Le détenteur du pouvoir entend l'exercer dans toute sa plénitude* »⁶¹. Au contraire, la conservation du pouvoir par une personne, prouve des conséquences néfastes pour une nation dit démocratique. Pourtant, cette démocratie a ces principes et valeurs. Car, nous savons qu'elle a une définition,

⁵⁹ W. OKEY, *Démocratie ou Africanocratie*, dans www.vivreensemble.blogspot.com.

⁶⁰ Ib,

⁶¹ E. NGOMA-BINDA, *O. c.*, p. 345.

comme un pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple. Cependant, cette manière de concevoir le pouvoir comme bien personnel, éloigne toute possibilité démocratique et débouche sur le pouvoir dictature en bannissant la voix à l'utilitarisme. Mais, cet autoritarisme est un système du gouvernement « *Des dirigeants sans vision et sans sentiments nationalistes incomptent et incapable de maîtriser le management* »⁶². C'est qui veut dire, un pouvoir autoritaire fonde des désastres politiques, culturelles sur les humains et sur la Polis. Le pouvoir sans fin qui est considéré et préféré comme étant la possibilité extraordinaire des hommes politiques de notre pays fonde sur le sentiment d'appropriation individuelle dans l'intérêt de devenir millionnaire et demeurer au gouvernement.

3.3. La politique en RD Congo : un véritable mensonge ?

D'une façon englobante, la politique telle que comprise dans l'antiquité grecque, vise le bonheur de la population. Le devoire qu'Hannah Arendt assigne à la politique un devoir noble et clair. Voilà pourquoi elle écrit : « *La tâche et la fin de la politique consiste à garantir la vie au sens le plus large* »⁶³. Autrement dit, la politique doit promouvoir la cohésion de la société, et garantir le bonheur du peuple. Au fait, depuis la date historique de son indépendance le 30 juin 1960, notre pays la RD Congo vit la déchéance politique à haut niveau et souvent misérable. Dans la mentalité congolaise, malheureusement pour des gens instruits, les responsables intellectuels ou non, la politique est considérée comme l'art de tromper la population. Autrement dit, la politique congolaise est décrite par un système profondément enraciné dans le mensonge, la domination, la manipulation, la corruption, le tribalisme et l'effacement de la volonté réelle de changement. D'ailleurs, les modèles d'accession au gouvernement (pouvoir) peuvent donner témoignages. Voilà pourquoi, le philosophe Ngoma Binda affirme en ces termes : « *Aux premières heures de l'indépendance de la République démocratique du Congo, la politique fut simplement et purement assimilée au mensonge, à l'art de mentir le peuple* »⁶⁴. Ça peut signifier que, tromper égale à l'action pratique des autorités politiques. Et de ce fait, il s'ensuit que toute la vie politique actuelle est un tissu du mensonge.

En clair, le mensonge structurel semble être au centre de la gouvernance congolaise. Dès notre indépendance, certains gouvernants ont pris l'habitude de

⁶² E. NGOMA-BINDA, *O. c.*, p. 346.

⁶³ H. ARENDT, *Qu'est-ce que la politique*, Paris, 1995, p. 111.

⁶⁴ E. NGOMA-BINDA, *Ib.*, p. 336.

travestir la vérité pour garder et protéger leurs bénéfices, et la gouvernance repose sur des alliances opaques, des narrations manipulées et des discours trompeurs ténus à une population plus demeurée dans l'ignorance et l'inconscience. C'est pourquoi, il y a de nombreuses promesses politiciennes jamais tenues, de projets fictifs annoncés seulement pour séduire l'électorat, et de statistiques gouvernementales falsifiées pour donner une image du changement.

Nous comprenons, d'entrée de jeu, qu'une pareille gouvernance relève de pays du tiers monde. Par contre, elle est loin d'être prometteuse. Elle est soumise par mal à de vicissitude car, il y a un écart entre les fins proclamées et celles poursuivies dans la réglementation de la cité par ceux qui détiennent le pouvoir. Or, en vrai dire un vrai homme d'État doit se conformer aux besoins qui se voient à la fois morales et civiques. Seulement un politique qui remplit ces conditions mérite l'appellation d'une autorité politique. En fait, l'agitation, le mensonge et la violence sur la place politique ne sont pas synonyme d'une politique. Sur le plan économique, cette instabilité crée un environnement peu propice aux investissements et au développement. L'économie congolaise, riche en ressources naturelles, pouvait prospérer, mais là violence et la corruption découragent les investisseurs étrangers.

Car, la vérité est devenue une menace pour les dirigeants, et le logos public est vidé de toute crédibilité. À en croire Fweley, « *Depuis 1997, toute la vie politique congolaise est réglée par le mensonge gouvernemental* »⁶⁵. En fait, la RD Congo a fait preuve du mensonge plusieurs fois et continue à battre son record. Toutefois, en politique quand un chef d'État ou tout politicien a trompé pour la première fois, l'impression est de demeurer en vue d'avoir la confiance totale des citoyens. Et c'est dans cette perspective que la tromperie devient un art politique. Du côté Bangenda cité par Kwakwa, il décrit la façon dont les autorités politiques entrent au pouvoir. Dans le cas de notre beau pays, la remarque est celle-ci : « *De tels personnages sont rendus et appelés hommes forts non pas en fonction de leurs capacités à construire leurs pays, à défendre leurs populations, mais plutôt en fonction de leur brutalité, et éliminer toute opposition* »⁶⁶.

De plus, nous posons des questions de savoir si la RC Congo doit être longtemps et toujours dirigée par des criminels, des escrocs, des voleurs de millions

⁶⁵ D. FWELEY, *Le règne du mensonge politique en R.D. Congo*, Paris, 2006, p. 21.

⁶⁶ F. KWAKWA, *Quel profit de l'homme politique Congolais de demain*, 2010, p. 22-33.

de dollars, et surtout fondant leurs gouvernements sur le mensonge et sur la démagogie ? Par preuve du mensonge des politiciens congolais, nous citons une controverse autour de la nationalité de Martin Fayulu, présenté comme un signe du mensonge d'État, l'élection de l'actuel président en 2018, l'assassinat de Chérubin Okende sans enquêtes crédibles jusqu'à présent, le carnage à Goma dit au non tenu des accords entre le pouvoir en place et celui de Joseph Kabilé. En refusant de justifier toutes ces questions mensongères, le régime actuel nourrit le doute de méfiance, jusqu'à vouloir instaurer un jeu de cartes identitaires en insistant sur la nationalité et l'identité des congolais (lois thiani) pour exclure certains adversaires politiques, alimenter des tensions ethniques et justifier des mesures autoritaires.

Par conséquent, cette instrumentalisation de l'identité fragilise l'unité et la cohésion nationale et empêche l'émergence d'un véritable projet commun. Voilà pourquoi, Hannah Arendt souligne bien que, « *Le pouvoir qui se fonde sur le mensonge n'a pas de chance de réussite, bien plus poussé au-delà d'une certaine limite, il produit des résultats contraires au but visé* »⁶⁷. En effet, la politique est toujours orientée vers des objectifs. Et l'unique voix qui peut nous apporter à ces intérêts est le pouvoir. Nous nous demandons quelle conception les politiques de la RD Congo se font du pouvoir ? Il est important de retenir que, les gouvernants de la RD Congo utilisent le mensonge pour dissimuler les détournements de fonds publics, justifier leur train de vie somptueux, ou cacher l'inefficacité des politiciens ouverts. Aussi, la corruption est érigée en mode du pouvoir, les marchés publics sont attribués sans appels d'offres, les fonds de l'État sont siphonés par les élites, c'est le cas avec le détournement de plus au moins 15 millions de dollars par Vital Kamerhe, actuel Président de l'Assemblée Nationale, de la RD Congo, plus de 19 millions de dollars avec Costand Mutamba, l'actuel ministre de la justice congolaise. La sortie médiatique de l'ancien ministre des finances Nicolas Kazadi, la condamnation de 10ans des travaux fermes de l'ancien premier ministre Augustin Matata pour avoir détourné plus de 100 millions de dollars du projet Bukangalonzola et la justice est instrumentalisée pour museler certaines catégories de gens. Qu'en cela ne tienne, un bon politique doit être ferme pour vu qu'il ne soit pas déconsidéré. Voilà pourquoi Descartes enrichit cela en ces termes : « *Qu'il me trompe tant qu'il voudra, il ne saurait jamais faire que je ne sois rien, tant que je penserai être quelque chose* »⁶⁸.

⁶⁷ H. ARENDT, *Du mensonge à la violence*, p. 144

⁶⁸ R. DESCARTES, *Méditations métaphysiques*, 2021, p. 35.

Nous insistons sur la nécessité de rompre avec la culture mensongère, de l'impunité et de la médiocrité. La RDC ne pourra se reconstruire que sur des fondements éthiques solides notamment, la vérité, la justice, la transparence, l'équité, la sincérité, la compassion, l'unité, la miséricorde etc. Seul un peuple conscient peut briser les chaînes du mensonge et imposer un pouvoir honnête et digne. Laconiquement, la transformation de notre pays doit passer impérativement par une réappropriation de la vérité, une éthique politique renouvelée, et la refondation des institutions sur des bases saines. Une question vaut son présent d'or : que retenir sur H. Arendt face aux politiques congolais ?

3.4. Arendt face aux politiques congolais

La pensée politique d'Hannah Arendt, centrée sur la pluralité, la liberté, l'action collective et la critique du totalitarisme offre une prisme féconde pour analyser et interroger les réalités politiques de la RDC. Dans un contexte marqué par l'instabilité institutionnelle, la violence politique et la quête inachevée d'une démocratie authentique, l'ouverture d'Arendt invite à repenser le vivre-ensemble, la participation citoyenne et la nature du pouvoir. Autrement dit, sa pensée politique reste d'une étonnante actualité sur l'interrogation des modèles de la politique dominée par la violence, le mensonge, l'injustice, le vol, et la déshumanisation. Bien qu'elle a beaucoup plus discerné les régimes totalitaires du continent européen (Nazisme, stalinisme), ses concepts fondamentaux comme : le totalitarisme, la banalité du mal, la perte de l'espace public, ou encore la confusion entre pouvoir et violence, donnent des grilles de lecture particulièrement fécondes pour saisir les dérives politiciennes congolaises.

Sur ce, il va sans doute de confirmer que notre cher pays est démocratique. Par contre, notre réflexion a démontré à suffisance que sa démocratie est plus théorique précoce que pratique. Aussi, cette vérité mise en regard la pensée Arendtienne avec les réalités politiciennes de notre beau pays, de la période post-indépendante jusqu'à nos jours, en soulignant comment les systèmes du pouvoir congolais se rapprochent parfois dangereusement aux formes de dominations dénoncées par la philosophe juive allemande naturalisée Américaine. Pour mettre au clair, la République démocratique du Congo est très loin d'être pays démocratique. Sur ce, Arendt pense que face aux injustices de toutes catégories, les humains sont dans l'obligation de trouver les possibilités de résistance pour demander les droits

civiques, car même dans le pouvoir démocratique rien n'est acquis. Ceci conduit à dire que les droits ne sont jamais là une fois pour toute. Par conséquent, la désobéissance civile doit former une opportunité palliative à ces problèmes.

La population congolaise, a eu le courage de s'imposer devant le pouvoir dans le souci de revendiquer son droit et sa liberté. C'est le cas des marches pacifiques des catholiques organisées en 2015, 2016, et 2017 pour dire non au prédécesseur de l'actuel Président du pays. Cependant, une lettre publiée par T.V.5 Monde révèle que la date du 25 février 2018, malgré le refus catégorique et violent par les dirigeants à l'époque de l'organisation des marches pacifiques, le félicité et courageux mouvement dit de comité laïc de l'Église famille de Dieu en RDC donc, catholique avait maintenu des mouvements des désobéissances civiles pour raison de s'opposer contre le maintien au pouvoir de l'ancien Président Joseph Kabila Kabange. En fait, Hannah Arendt martelait pour que la désobéissance civile soit durable, elle doit être un engagement général des citoyens, donc, les peuples qui sont en la quête de l'intérêt global de la société et non pas celui personnel.

Les médias nous informent que l'action civile (la marche pacifique) était largement motivée dans toute la nation. Plus encore, dans un passage le Révérend abbé Yango le certifie en ces termes : « *Nous sommes confiants, cette nation ira de l'avant et il aura Bel et bien des élections un jour. Voilà pourquoi nous ne cessons de répondre à l'appel du comité de laïcs, pour montrer à tout le monde que nous voulons les élections crédibles* »⁶⁹. Ceci revient à dire que, le peuple congolais réclamait à l'époque Joseph Kabila kabange, de s'engager à respecter la constitution et de quitter le pouvoir avant les élections de 2018. La RDC comme président s'achevait normalement en décembre 2016. C'est ainsi que, le Président Thierry Nlandu membre du comité laïc de coordination le prouvait en signalant : « *Nous sommes face à un régime qui n'a aucun respect pour la constitution voire la vie humaine* »⁷⁰. Depuis l'indépendance du 30 juin 1960, les pouvoirs successifs des présidents Mobutu Sese Seko et Kabila, en passant par les règnes de Laurent Désiré Kabila et Félix Tshisekedi, ont toujours battu record d'instrumentaliser le mensonge :

- Mensonge électoraux (truquage, manipulation des résultats) ;

⁶⁹ <https://information.tv5monde.com/afrique/video-marches-anti-kabila-en-rdc-lendemain-de-repression-meurtriere-222702>, consulté le 30 avril 2023 à 22h 30.

⁷⁰ Ib.

- Mensonges sur les promesses politiciennes (accès à l'eau, à l'électricité, l'état de droit, la justice légale, la liberté de l'expression, la classe moyenne, le respect des lois, fin à l'arrestation des opposants, ramener tous les exilés, fin des conflits) ;
- Narratifs étatiques falsifiés pour justifier les répercussions ou dissimuler les vols de dernier public. Ainsi, dans la réflexion d'Arendt, le mensonge d'État devient un danger lorsqu'il détruit la vérité publique, rendant impossible toute délibération démocratique. Cela va de pair avec la situation congolaise, à laquelle les peuples sont souvent maintenus dans l'ignorance ou la confusion, autorisant ainsi la reproduction de régimes autoritaires, pour ne pas dire dictatorial. Aussi, la penseuse juive dans son livre (*Du mensonge à la violence*), notre livre de base faisait la dichotomie entre le pouvoir issu du consentement collectif, l'autorité fondée sur la légalité ou légitimité et celui de la violence qui détruit le pouvoir.

3.5. La République Démocratique du Congo est-elle une démocratie ?

Étymologiquement, le terme « démocratie » est d'origine grecque (demos, peuple) et (Kratos, pouvoir). Comme disait Abraham Lincoln, *Le pouvoir du peuple pour de peuple et par de peuple*. Par ailleurs, c'est pendant le mouvement dit pères troïka que beaucoup de pays Africains ont pris la voix de la démocratie, y compris la RD Congo. Ainsi, le pouvoir dit démocratique se présente comme une façon de pouvoir qu'on respecte avec des vertus de la justice. C'est pourquoi, la démocratie se démarque du totalitarisme, de la dictature et de la tyrannie, qui se basent sur la violence.

C'est par cela que notre auteure écrit : « L'égalité de tous devant la loi était évidemment comme un point focal de toute la société démocratique »⁷¹. Cette l'égalité peut aussi signifier l'égalité de chance pour tous. Comme pilier de la démocratie, nous pouvons aussi parler de la liberté. On ne peut pas parler de la démocratie sans évoquer le terme « liberté ».

Dans ce concept, nous pouvons classer la République Démocratique du Congo comme une nation démocratique. Mais, la RD. Congo ne s'approche pas

⁷¹ H. ARENDT, *Du mensonge à la violence*, p. 14.

encore du jeu de la démocratie. Car, le gouvernement Africain en général, et de la RDC en particulière une sorte du pouvoir qui ne reflète pas la démocratie.

Un pays démocratique prône l'égalité de tous les citoyens devant la loi, ou celle de chance pour tous. Nous pouvons remarquer plusieurs causes et conséquences néfastes, notamment les contentieux électoraux non acceptables depuis que la RD Congo est indépendante, peuvent prouver à suffisance cette d'échéance politique ? La science et nous pensons que l'Afrique en générale et la RD Congo en particulière pourraient renvoyer à une théâtralisation démocratique. Puisque, cette dernière est sans doute théorique. En fait, la RDC est très loin de jouer la carte de la démocratie. Les dirigeants Africains en général et congolais en particulier ont pris une forme de gouvernement qui est autre que la démocratie. Dans un Etat démocratique, l'on doit prôner la légalité de tous devant la loi. Le regard est beaucoup plus jeté sur le clientélisme. Comme nous pouvons le constater, les conséquences sont nombreuses et néfastes en l'occurrence les résultats des élections contestés à maintes reprises peuvent montrer à suffisance cette déchéance politique. « *La véracité n'a jamais figuré au nombre des vertus politiques, et le mensonge a toujours été considéré comme moyen parfaitement justifié dans les affaires politiques* »⁷². En d'autres mots, le mensonge est aujourd'hui accepté comme outil de se maintenir au pouvoir. D'ailleurs, Comme disait le Cardinal Laurent Monsengwo « *Que les médiocres dégagent et encore : sommes-nous une dans une prison ciel ou Vert* » ? Toutefois, les congolais sont témoins de toutes les promesses qu'à faites le présent président de la RD Congo pendant la période de campagne électorale et pendant ces discours en Province. À titre d'exemple : faire de la RD Congo l'Allemagne de l'Afrique, construire une université moderne à Mbandaka.

Ceci dit, posons-nous des questions de savoir combien de ces promesses flatteuses voire fallacieuses sont réalisées ? Malheureusement, la démocratie est aujourd'hui en RD. Congo une affaire d'une minorité de congolais qu'on appelle dirigeants. Ainsi, « *Je tremble pour mon pays quand je songe que Dieu est juste ; et que sa justice ne peut pas être pour toujours en sommeil* »⁷³. Cependant, Arendt a profondément influencé notre compréhension de la démocratie. Son analyse se concentre sur la nature de l'action politique. La pluralité humaine et les dangers qui menacent les démocraties modernes. Dans ce cas, pour elle, l'action politique est au

⁷² H. ARENDT, *Du mensonge à la violence*, p. 13.

⁷³ Ib., p. 83.

centre de la démocratie, elle définit l'action comme une manifestation de la liberté humaine, où les individus se rassemblent pour discuter, débattre et décider ensemble. Dans sa pensée, elle souligne que la démocratie ne se limite pas à un système de gouvernement, mais et avant tout un espace d'interaction humaine où la pluralité est essentielle. « *D'une façon générale, un homme n'a évidemment pas le devoir de se consacrer à l'abolition de tout le mal existant, s'agirait-il même des pires, abus ; il peut parfaitement avoir d'autres préoccupations et d'autres engagements ; mais c'est son devoir, tout au moins, d'essayer d'avoir les mains nettes, et lors même qu'il n'y consacré pas toutes ses pensées, de refuser pratiquement de le soutenir* »⁷⁴

Certes, Arendt critique les démocraties libérales contemporaines, qu'elle qualifie comme ayant réduit l'espace d'action politique. En plus, elle observe une tendance à identifier la liberté avec la politique, où les citoyens se retirent de l'engagement civique au profit d'une Vie privée. Pour elle, la revitalisation de la démocratie passe par un renouvellement de l'engagement civique. À cet effet, elle propose que « *les citoyens doivent être encouragés à participer activement à la vie politique, non seulement par le vote, mais aussi par des actions directes et des discussions publiques* »⁷⁵. C'est-à-dire, les citoyens sont obligés à s'intéresser de la politique et aux actions politiciennes. Car, cela implique de créer des espaces où les êtres humains peuvent se rassembler, débattre et agir ensemble, renforçant ainsi le tissu social et politique de la communauté. Cependant, la vision de la démocratie selon Arendt est à la fois riche et complexe. Elle nous rappelle que la démocratie n'est pas Etat statistique, mais un processus dynamique qui nécessite l'engagement actif de ses citoyens. Arendt nous offre des outils précieux pour comprendre et revitaliser nos démocraties. Face aux défis actuels, son appel à l'engagement civique et à la célébration de la diversité reste plus pertinent que jamais.

3.6. Conclusion du chapitre troisième

Ce troisième et dernier chapitre de notre travail de fin de cycle s'est donné la tâche de contextualiser la réflexion Aréndtienne dans la gérance politique de la RD. Congo. Dans sa première section, nous avons parlé du mensonge et de la violence politiques en RD. Congo, en prouvant que la politique telle que comprise par les hommes intelligents passe avant tout comme l'art de tromper, et le mensonge et la

⁷⁴ H. ARENDT, *Du mensonge à la violence*, p. 38.

⁷⁵ Ib., p. 90.

violence sont devenus les piliers visibles du modèle politique en République démocratique du Congo. Ils nourrissent la dictature, empêchent le progrès, détruisent la cohésion nationale et plongent la population dans une vie misérable. Or, en vrai dire un bon politique plein de la conscience est celui qui doit se soumettre aux obligations civiques et morales.

Partant de la deuxième section, il est utile de comprendre la conception que les hommes politiques congolais se font du pouvoir. Nous sommes partis de deux conceptions opposantes se trouvant au sommet des politiciens congolais en démontrant que le pouvoir au Congo est basé sur la dissimulation, la peur et le mensonge. C'est pourquoi, d'après notre discernement, la recherche du bien-être n'est jamais l'intérêt du pouvoir congolais, qui est à la quête que de son bénéfice. Dans la troisième section, rappelons que dans notre pays, le pouvoir est souvent perçu comme un objet de manipulation et non comme un instrument de service public. Car, cette conception du pouvoir congolais basé par le mensonge est profondément enracinée, en constituant un obstacle majeur au développement de la démocratie et de la bonne politique en République démocratique du Congo. Quant à la dernière section, retenons qu'elle a porté sur la piste de solution que notre auteure met en place pour confronter le mensonge et la violence dans le contexte Congolais. En confrontant ces deux concepts aux pratiques politiciennes congolaises, il apparaît sûrement que notre pays est pris dans un cycle de domination fondé sur le mensonge, la violence, l'injustice, l'inconscience, l'incompétence, la dictature et malheureusement l'absence du débat démocratique. Face cette culture politique, nous appelons à un amour du monde, à un engagement à bâtir un espace commun, même fragile fondé sur la parole libre voire à une action solidaire, et le refus de l'utilisation du mal.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Concluons notre travail en elucideant tous ce qui a constitué le fondement de notre dissertation philosophique basée sur (la place de l'éthique dans la pratique, une lecture Du mensonge à la violence) chez Hannah Arendt. Ce faisant, une question de fond a guidé notre démarche : par quelles dispositions correctives améliorées du pouvoir ?

Optant pour une lecture herméneutique, notre à comporté trois chapitres. Le premier chapitre s'est réservé de parler des problèmes du mensonge et de la violence en politique. Pour ce faire, Quatre points nous ont aidés à cette étude compréhensive.

Par ici, Arendt explore les interconnexions entre le mensonge et la violence dans le contexte politique. Elle souligne que le mensonge, en tant qu'indifférence à la vérité, peut mener à des formes de violence et à des régimes totalitaires. Notre précieuse auteure argumente que le mensonge politique n'est pas seulement une question d'éthique, mais qu'il a des conséquences profondes sur la structure même de la société. En effet, lorsque la vérité est systématiquement ignorée ou déformée cela crée un climat de méfiance et désespoir, propice à l'émergence de la violence. Arendt insiste sur la nécessité de combattre ces pratiques par une vigilance citoyenne et un engagement envers la vérité, car la santé d'une démocratie repose sur la capacité de ces citoyens à discerner le vrai du faux.

Autrement dit, la réflexion d'Arendt sur le mensonge et la violence nous invite à considérer la responsabilité individuelle et collective dans la préservation de la vérité et de la justice, soulignant que la lutte contre le mensonge est essentielle pour éviter la dérive vers la violence et le totalitarisme.

Le deuxième chapitre s'est veut une nécessité de la conscience éthique dans l'exercice du pouvoir. Dans ce chapitre, cinq sections nous ont facilitées à l'élaborer. Le raisonnement d'Arendt sur la conscience éthique et son rôle dans l'exercice du pouvoir, prend une importance place dans la manière de gérer une polis(cité). Pour Arendt, le pouvoir ne peut pas être seulement un outil de domination, mais plutôt un phénomène qui émerge dans le cadre des relations humaines et de l'action générale (collective). Dans cette perspective, l'éthique joue un rôle fondamental pour barrer la route aux dérives autoritaires et les abus.

En claire, une conscience éthique aide à poser des questions sur les motivations et les conséquences des décisions politiciennes. Notre auteure nous rappelle que l'absence de réflexion peut conduire à des actes inhumains, comme nous l'avons vu durant des périodes historiques tragiques. En fait, la possibilité d'une conscience éthique dans l'exercice sain du pouvoir, selon Arendt est très capitale pour garantir non seulement la légitimité des actions des dirigeants, mais également pour promouvoir un vivre-ensemble harmonieux et respectueux des droits de chacun. Cela soulève l'importance d'un engagement actif et réfléchi des citoyens dans les processus démocratiques et sains.

Enfin, le troisième et dernier chapitre, était de contextualiser la réflexion Arendtienne dans la gérance politique de notre pays, la RD. Congo. Nous avons ici montré comment depuis les origines le mensonge a envahi la politique congolaise. Sur ce, quatre points nous aidés de mettre en claire cette problématique ou situation. La première section à été basé sur le mensonge et la violence en République démocratique du Congo. Nous avons prouvé que la politique telle que comprise par les hommes intelligents ou non, passe avant tout comme l'art de trompé, le mensonge et la violence sont devenus les piliers du modèle politique en RD. Congo. La deuxième section nous a permis de saisir la conception congolaise du pouvoir. En effet, notre investigation nous à révélée que la quête du bonheur de la population n'est jamais l'intérêt des politiciens de notre pays, la République démocratique du Congo. Cependant, deux catégories opposantes tournent dans le cerveau et la tête de nos dirigeants congolais. Ainsi, nous avons d'un côté le politicien machiavélique, c'est celui qui comprend le pouvoir comme étant une propriété privée et personnelle qui ne doit pas être divisée par beaucoup de gens. Par ici, nous voyons les politiciens qui veulent toujours demeurer à la gouvernance. De l'autre côté, le politicien fonctionnaire, cela veut dire que, celui qui va au pouvoir pour ses bénéfices personnels, ceux de sa famille, copines et amis.

La troisième section quant à elle a la politique en République démocratique du Congo : un véritable mensonge ? Nous avons montré que dans la RD. Congo, le pouvoir est souvent perçu comme un objet de manipulation ou domination et non comme un instrument de service public. Au contraire, cette conception du pouvoir congolais basé sur le mensonge et l'injustice ont profondément enracinés, et en

constituant un obstacle majeur du développement démocratique et la meilleure politique congolaise.

Pour terminer, la quatrième et dernière section a traité sur H. Arendt face aux politiciens congolais. En confrontant les deux concepts : « mensonge » et "violence" aux pratiques politiciennes de la République démocratique du Congo, il apparaît sûrement qu'elle est prise dans un cycle de dictature et manipulation fondées sur les anti-valeurs et l'absence du débat démocratique. Bref, face à culture politique, nous appelons à un amour du monde, à un engagement à bâtir un espace commun, voire fragile basé sur la parole, une action solidaire, la cohésion nationale et le refus de l'utilisation du Mal.

BIBLIOGRAPHIE

A. OUVRAGE DE BASE

1. ARENDT, H., *Du mensonge à la violence. Essais de politique.* Paris, Calmann-Lévy 1972.

B. AUTRES OUVRAGES DE L'AUTEUR

- 2.. ID., *Qu'est-ce que la politique ?* Paris, Seuil, 1955.

C. AUTRES OUVRAGES

- 3.. FANON, F., *Les damnés de la terre.* Paris, Maspero, 1961
4. FWELEY, D., *Le règne du mensonge politique en RD Congo.* Paris, L'harmattan,2006.
- 5.KABONGO E., *La marchandisation dela politique en RD Congo L'éthique comme aiguillon critique.* Paris, L'harmattan,2019.
6. KWAKWA, F., Quel profil pour l'homme politique de demain.
dans *Forum de réflexion, pour l'avenir du Congo Kinshasa.* Kinshasa, Médiaspaul, 2010.
- 7.MACHIAVEL, N., *Le Prince. De principatibus.* Paris, Hatier, 2011.
- 8.MUSUA, M., *L'utopie philosophique comme critique sociale.*
dans *Actes de l'IXème semaine scientifique de la philosophie,* Mediaspaul, 1996.
9. NGOMA-Binda *La participation politique.* Kinshasa, Pifép, 2020
10. OBOTELA, N., *Regard sur la campagne, les affiches et les Promesses de candidats à Kinshasa.*
Kinshasa Médiaspaul, 2019.
11. OKEYI, W., *Action politique et banalité du mal. Actualité Actualité de la pensée politique d'Hannah Arendt.* Rome, Thomae in urbe, 2007.
12. KANT, E., *Critique de la raison pratique.* PUF, 1943.
13. DESCARTES, R., *Méditations métaphysiques.* Paris, Flammarion, 2009.

D. DICTIONNAIRE

14. SPONVILLE, A., *Dictionnaire philosophique*. Paris, 1996.

15. *Encyclopédie universelle, M-Z*, Tome 2, Paris, Larousse, 1990.

E. WEBOGRAPHIE

16. <https://information.tv5monde.com/afrique/video-marches-anti-kabila-en-rdc-lendemain-de-repression-meurtiere-222702>, consulté le 30 avril 2023 à 22h 30.

TABLE DE MATIERE

EPIGRAPHE	1	
REMERCIEMENTS	3	
INTRODUCTION GENERALE	5	
0. 1. PROBLEMATIQUE	5	
0. 2. HYPOTHESE.....	6	
0. 3. OBJET	6	
0. 4. INTERET	6	
0. 5. METHODE	6	
0. 6. SUBDIVISION	6	
CHAPITRE PREMIER :		
LES PROBLÈMES DU MENSONGE ET DE LA VIOLENCE EN POLITIQUE	7	
1. 0. Introduction au premier chapitre	7	
1. 1. Le mensonge en politique	7	
1. 3. L'analyse critique de la violence	11	
1. 4. La désobéissance civile comme moyen de résistance	15	
1. 5. Le parallélisme entre la désobéissance et la délinquance.....	17	
1. 6. Conclusion du chapitre deuxième.....	18	
CHAPITRE DEUXIEME :		
LA NÉCESSITÉ DE LA CONSCIENCE ÉTHIQUE DANS L'EXERCICE DU POUVOIR.....	20	
2. 0. Introduction du chapitre deuxième.....	20	
2. 1. L'exercice du pouvoir arendtien.....	20	
2. 2. La politique et la révolution	24	
2. 3. La conscience éthique	27	
2. 4. La banalité du mal	30	
2. 5. Conclusion du chapitre deuxième.....	31	
CHAPITRE TROISIEME :		
HANNAH ARENDT ET LE RENFORCEMENT DU POUVOIR EN RDC	33	
3. 0. Introduction du chapitre troisième.....	33	
3. 1. Le mensonge et la violence politiques en RD Congo	33	
3. 2. La conception congolaise du pouvoir	36	
3. 3. La politique en RD Congo : un véritable mensonge ?	40	
3. 5. La République Démocratique du Congo est-elle une démocratie ?.....	45	
3. 6. Conclusion du chapitre troisième.....	47	
CONCLUSION GÉNÉRALE		49
BIBLIOGRAPHIE	52	
TABLE DE MATIERE	54	